

SUR L'AVENUE MCGILL COLLEGE

Cadillac Fairview construira un complexe de \$125 millions

■ Cadillac Fairview, le géant torontois de l'immobilier, s'est associé au puissant Montreal Trust pour réaliser un projet de \$125 millions, la « Place Montreal Trust », sur le quadrilatère ou elle a vainement tenté de construire la salle de concert de l'Orchestre symphonique.

CLAUDE PICHER

Le quadrilatère est délimité par l'avenue McGill College, la rue Sainte-Catherine, la rue Mansfield et le boulevard de Maisonneuve. Le projet annoncé hier par les deux sociétés consiste à construire un complexe de 1,1 million de pieds carrés. La moitié de cet espace sera occupé par une galerie de 175 boutiques, donnant sur la rue Sainte-Catherine, et le reste par une tour à bureaux dont le foyer principal donnera sur l'avenue McGill College.

Roman feuilleton

Le projet de salle de concert pour l'OSM a suscité une controverse considérable. Le quadrilatère McGill mesure un peu plus de 100 000 pieds carrés et est certainement l'un des plus convoités de Montréal. Cadillac Fairview, qui possède la majorité des terrains du quadrilatère, a soumis un premier projet de développement en 1983. Le complexe, comprenant bureaux et magasins, intégrait une salle de concert pour l'OSM. L'approbation enthousiaste des autorités municipales, mais telle général dans les milieux d'affaires, chez les urbanistes, dans une partie de la population. Cadillac

Fairview recule et revient à la charge avec un nouveau projet qui satisfait les opposants. Mais l'administration municipale choisit un autre emplacement (Berri-De Montigny). Tout le débat a donné lieu, à l'époque, à un véritable roman feuilleton ponctué de nombreux rebondissements.

Dans les circonstances, et le Montreal Trust et Cadillac Fairview se sont montrés très prudents en annonçant la nouvelle hier. Ce n'est que dans deux ou trois semaines que la maquette du complexe sera dévoilée. On croit cependant savoir que la tour à bureaux aura environ 25 étages.

L'avenue McGill College doublera de largeur, ce qui la portera à 120 pieds et en fera presque une place, débouchant sur l'entrée de l'Université McGill, avec le mont Royal en fond de scène.

Des leçons

« Nous avons retenu les leçons des derniers mois dans ce dossier », a commenté laconiquement un porte-parole de Cadillac Fairview, hier, « et le projet sera conforme à toutes les exigences de la ville et des milieux de protection de l'environnement urbain ».

On prévoit que les travaux commenceront au printemps et que les premiers occupants pourront s'installer sur les lieux au début de 1988. Le Montreal Trust, présentement logé place Ville-Marie, occupera à lui seul 180 000 pieds carrés dans la nouvelle tour, ce qui en fera, de loin, le locataire principal.

Une troisième société, les Propriétés Shafter, est associée à Cadillac Fairview dans cette affaire. Avec 14 000 pieds carrés de terrain, Propriétés Shafter est le deuxième plus important propriétaire du quadrilatère, après Cadillac Fairview. La compagnie a déjà tenté sans succès de réaliser son propre projet, un édifice de 15 millions, sur ses terrains, mais a finalement décidé, en mars dernier, de s'associer avec Cadillac Fairview.

Un chiffre d'affaires de \$500 000 millions

Cadillac Fairview est une des plus importantes sociétés immobilières canadiennes. Son chiffre d'affaires dépasse les \$500 millions et elle a réalisé, l'an dernier, un bénéfice net de \$76,8 millions. Le principal actionnaire est Cemp Investments, holding de la famille Bronfman. L'entreprise possède des bureaux et centres commerciaux dans la plupart des grandes villes nord-américaines. Dans la région de Montréal, elle exploite notamment les Galeries d'Anjou, les Promenades Saint-Bruno, le Carrefour Laval, le Centre commercial Fairview-Pointe Claire.

Le Montreal Trust, dont la majorité des actions est détenue par le groupe Power, a réalisé au cours de son dernier exercice des revenus nets de \$15,6 millions sur un revenu de \$339 millions. Cette importante société de fiducie, présidée par Robert Gratton, a été fondée à Montréal en 1889 et a des bureaux dans toutes les grandes villes canadiennes.



Emplacement du futur complexe abritant le siège social du Montreal Trust.



Alain Dubuc

Alfred Rouleau, banquier et humaniste

■ Avec la disparition d'Alfred Rouleau, c'est bien sur une page de l'histoire du Mouvement Desjardins qui se tourne. Mais c'est aussi une page de l'histoire économique et sociale du Québec.

Le Mouvement Desjardins a en effet énormément changé pendant les quelque dix ans où il en a assumé la direction. D'une institution traditionnelle aux racines rurales, il est devenu une institution moderne qui n'a rien à envier aux autres géants du monde financier. Cela ressemble étrangement aux modifications profondes que l'économie québécoise a connues.

Mais le tour de force de M. Rouleau aura été de concilier ces changements avec la fonction sociale qui a toujours été celle du Mouvement Desjardins. En d'autres termes, il a réussi à être à la fois un banquier et un humaniste.

Du bas de laine à l'informatique

M. Rouleau a été président du Mouvement pendant neuf ans, de 1972 à 1981. Il s'agit en fait de la période où ce géant est entré de plein pied dans l'ère moderne, capable de traiter d'égal à égal avec les institutions financières « capitalistes ». Le Mouvement Desjardins a toujours été une institution profondément québécoise, mais pendant longtemps, elle n'a pas été une institution financière à part entière.

Cela s'explique par ses origines. Sa fonction première n'était pas de faire des profits, mais de défricher; d'amener les Québécois francophones à épargner, et aussi d'offrir des ressources financières à une population négligée par les grands de la finance. C'était un travail de pionnier, d'éducateur, beaucoup plus que celui d'un banquier.

Mais, il y a quinze ans, le temps était venu de faire un saut qualitatif. Disons-le, le mouvement était « pépère », cette puissante machine à canaliser l'épargne n'utilisait pas sa force à pleine capacité.

Le Québec avait changé, les besoins de ses citoyens aussi. Les épargnants ne se contentaient plus de leur petit carnet, ils exigeaient des outils d'épargne diversifiés, des services financiers plus complexes. Les emprunteurs n'étaient plus seulement des agriculteurs ou de petits propriétaires; l'entreprise québécoise avait besoin de capitaux.

M. Rouleau a joué un rôle central dans cette mutation. Déjà, dans les années cinquante, c'est lui qui avait ajouté l'Assurance-Vie à la gamme d'outils de l'Empire Desjardins. Mais dans la décennie où il a été président, il y a eu des changements majeurs, qui correspondent à la volonté de M. Rouleau d'élargir les perspectives du mouvement pour qu'il s'attaque au développement économique du Québec. Deux d'entre eux ont modifié la nature même des caisses pop.

La Société d'investissement Desjardins a enfin permis au mouvement de s'occuper des entreprises, un domaine où il était virtuellement absent. La SID investit dans des entreprises, c'est ce qu'on appelle du capital de risque. C'est une activité qui ressemble à celle d'une banque d'affaires.

La création de la Caisse centrale constitue un autre virage. La Caisse est l'agent financier des caisses, qui gère ses réserves liquides et qui permet une intégration avec l'ensemble du réseau bancaire canadien. C'est un outil de banquier.

Toutes ces étapes traversées par la Confédération des caisses populaires ressemblent pas mal à celles que le Québec a franchies pendant la Révolution tranquille: une phase de défrichage et d'éducation, une période où on se dote d'outils et de compétences on crée un know-how, et enfin le désir de jouer un rôle dans le développement économique.

Des bilans à la justice sociale

Ces changements étaient dangereux, parce que le Mouvement Desjardins ressemblait de plus en plus aux autres banques, par son poids et la gamme de ses activités, le renforcement des organes centraux au détriment des caisses locales. Le risque était donc grand d'oublier les objectifs du départ, l'éducation et de l'implication sociale.

Le rôle de M. Rouleau à la présidence, son style de direction, ont permis de concilier ces objectifs potentiellement contradictoires. Par sa crédibilité et son engagement personnel, il a fait jouer à l'institution un rôle central dans les grands débats qui ont secoué le Québec, qu'ils soient sociaux ou économiques. On n'a qu'à penser à son engagement pour la justice sociale ou à sa préoccupation pour des groupes négligés, comme les femmes et les jeunes: des thèmes dont peu d'entreprises font leur cheval de bataille.

Cela montre qu'il y a moyen de diriger une institution plusieurs fois milliardaire, et d'avoir des préoccupations qui dépassent beaucoup le cadre de l'entreprise et la réalité des bilans financiers. C'est un exemple que bien des dirigeants d'entreprise devraient suivre.

La continuité

Depuis le départ de M. Rouleau, en 1981, et l'arrivée de son successeur, Raymond Blais, le Mouvement Desjardins a encore continué à changer, peut-être pas toujours comme l'aurait voulu Alfred Rouleau. Mais il y a, là aussi, une continuité. Il continue à évoluer au rythme de la société.

Les cadres qui dirigent maintenant le mouvement proviennent de la relève que des gens comme M. Rouleau ont contribué à former. Le Mouvement Desjardins est plus concurrentiel, soucieux de gestion serrée et de marketing dynamique, continue à élargir sa gamme de services pour ne pas être à la remorque du système bancaire. C'est un reflet du Québec, où les valeurs parlent maintenant plus de succès et de performance.

Mais dans l'ensemble, en grande partie grâce à M. Rouleau, le Mouvement Desjardins est la seule institution à offrir presque toute la gamme des services financiers: fiducie, assurance, banque. Au moment où le grand débat qui déchire le monde financier est celui du décloisonnement, le Mouvement Desjardins a une solide longueur d'avance sur tous les autres.

6 000 ordinateurs ont été installés dans les écoles

■ Le programme québécois d'implantation des micro-ordinateurs Max-Comterm, dans les écoles du territoire, se poursuit normalement mais le gouvernement prendra, au début de la prochaine année, diverses mesures visant à assurer l'efficacité de l'expérience. Le ministère de l'Éducation, du reste, considère que ce programme quinquennal est « en évolution », et il se réserve le droit d'y mettre fin avant terme si les systèmes ne devaient pas être bien utilisés par le milieu scolaire.

JEAN-PIERRE BONHOMME

« Nous n'allons pas dépenser des millions de dollars au-delà des sommes déjà engagées si les machines devaient rester longtemps dans les coins de classe », a dit hier le principal responsable du programme d'État.

Le « coordonnateur de la micro-informatique » du ministère de l'Éducation, M. Elie Fortin, s'exprimait hier dans les locaux de l'école secondaire Jeanne-Mance, ce bunker de béton situé rue Rachel derrière l'église de l'Immaculée-Conception. M. Fortin avait consenti à prêter son concours à une cérémonie au cours de laquelle les responsables du système scolaire catholique de Montréal (CECM) acceptaient

officiellement le cadeau d'un « laboratoire d'informatique » que lui faisait la compagnie internationale d'informatique Apple.

Le cadeau a une valeur de \$60 000. Il a techniquement été accepté par le gouvernement du Québec. Celui-ci l'a ensuite remis au système scolaire catholique montréalais (primaire et secondaire) qui le réclamaient instamment. Le président d'Apple International, M. Mike Spindler, qui a domicile à Paris, a dit que le don est le

premier de six devant être offerts à autant d'organisations scolaires canadiennes. Le « laboratoire » consiste en une installation de 12 micro-ordinateurs Macintosh en réseau, un disque rigide et une imprimante Laser Writer. Il a expliqué que cet équipement servira « essentiellement à étudier et à mettre à l'essai des méthodes pédagogiques et des logiciels d'enseignement ».

Max-Comterm

Le coordonnateur du gou-



Le système scolaire catholique montréalais est aujourd'hui doté d'un « laboratoire d'informatique » par lequel il étudiera les meilleurs moyens de réaliser de composer des logiciels français spécifiquement adaptés à l'usage des enseignants.

vernement du Québec a pour sa part précisé que l'État ne se sentira pas lié par ce geste de la compagnie Apple. Du reste, a-t-il bien précisé, la réalisation du programme quinquennal québécois d'Apple, Max-Comterm, s'effectue normalement, 6000 unités de micro-ordinateurs Max-Comterm prévues dans première étape, sont ainsi en place.

M. Fortin a par ailleurs signalé que le programme québécois ne constitue que l'installation d'un « parc minimal » de micro-ordinateurs. Les organisations scolaires, a-t-il dit, peuvent répondre à leurs multiples besoins en faisant l'acquisition, à même leurs budgets, des équipements concurrents. Le coordonnateur québécois a ajouté que les organisations scolaires du territoire utilisent actuellement, à diverses fins, outre les unités Max-Comterm, 1000 unités de la famille IBM.

Le président de l'organisation scolaire catholique montréalaise, (Commission des écoles catholiques de Montréal) M. Ernest Pallascio, a précisé que son organisme fonctionne avec un double système. Il utilise, pour ses élèves, 700 unités de la famille Apple acquises avant l'implantation du programme d'État et 1300 du groupe Max-Comterm. La micro-informatique, dans les écoles catholiques montréalaises, a-t-il dit, « est là pour y rester ».

Le représentant de l'État, M. Fortin, a dit ne pas avoir

de reproches à formuler au système Max-Comterm. Il a toutefois ajouté que le ministère de l'Éducation a va offrir, en janvier, aux organisations scolaires du territoire, une « banque de logiciels éducatifs », adaptables aux micro-ordinateurs Max-Comterm. Il s'agit de ces systèmes de programmation spécifiques sans lesquels l'utilisation des machines à des fins éducatives est impossible. Un groupe de travail a été créé à cette fin; la Société de gestion du réseau informatique devrait être intéressée à établir un système de licences devant protéger les redevances économiques de ces adaptations.

M. Fortin a enfin indiqué que, si le milieu éducatif et l'environnement familial ne devaient pas favoriser l'utilisation raisonnable des appareils, le gouvernement se réserve le droit de stopper son programme. Il a du reste réclame de Max-Comterm qu'il fasse rapport au ministère en février prochain au sujet de l'efficacité et du rendement des logiciels éducatifs mis en service.

Le « laboratoire d'informatique » Apple, de l'école Jeanne-Mance, quant à lui, ont signalé les responsables de l'organisation scolaire catholique, servira, entre autres moyens, à réaliser « une recherche en didactique de l'informatique au secondaire et au primaire », recherche pour la réalisation de laquelle le gouvernement a versé une subvention de \$50 000.

MONTREAL
128 31
(-0 54)

TORONTO
2644 38
(-2 51)

DOW JONES
1364 14
(-4 70)

L'OR (New York)
\$326,50
(-0 30)

CANADIEN
+6 / 100
0,7335

CPG
Certificats de placement garanti

1 AN
9 %

3 ANS
10 1/2 %

5 ANS
11 %

Un REA des Fiduciaires, c'est facile!

Montant minimum
500 \$
Intérêts payés annuellement
Sans frais
Autres taux et termes disponibles de 30 jours à 5 ans
Taux sujets à changement

1253, ave McGill College
Métro McGill
(514) 878-3351
Centre commercial Place Rosemere
(514) 437-0710
6633, rue Sherbrooke Est
Métro Langelier
(514) 255-1720

Fiduciaires
LE TRUST DE LA BANQUE D'ÉPARGNE

Les FIDUCIAIRES sont inscrits à la Régie de l'Assurance des Nts du Québec.

dépôts garantis

10 1/2%
3 ANS
taux annuel

FIDUCIE PRÊT ET REVENU
225, ouest St-Jacques 288-1221

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôt du Québec. Membre de la Société d'assurance-dépôt du Canada.

Corporation du Groupe La Laurentienne

Pierre Melançon

La Corporation du Groupe La Laurentienne est heureuse d'annoncer la nomination de monsieur Pierre Melançon au poste de vice-président communications. Il occupera les mêmes fonctions à La Laurentienne, mutuelle d'Assurance.

Monsieur Melançon possède plus de douze années d'expérience en communications. Il occupait, jusqu'à sa venue au Groupe La Laurentienne, un poste de direction dans une importante firme de consultants en marketing-communications du Québec. Il a en outre déjà assumé les fonctions de directeur des communications à la Régie de l'assurance-automobile du Québec.

Le Groupe La Laurentienne, leader dans le domaine des services financiers intégrés au Canada, administre des actifs de plus de 4,5 \$ milliards; il est présent sur les marchés canadien, britannique, américain, en plus d'être établi aux Bahamas.

Le bureau de monsieur Melançon est situé au 500 Grande-Allée Est, Québec.

MONTRÉAL-VIE

Paul Della Penna

Nicholas Bauer, président de la Compagnie d'assurance-vie de Montréal, a le plaisir d'annoncer la nomination de Paul Della Penna, LL.L., FICA, FSA, au poste de vice-président, collective. Il assumera la direction intégrale de toutes les opérations collectives de la compagnie, et en particulier de celles relatives aux rentes collectives.

Le Montréal-Vie fait des affaires au Canada et aux États-Unis. Elle fait partie du groupe international Guardian Royal Exchange qui pratique presque toutes les branches d'assurance dans plus de 80 pays.

ÉCONO-FLASHES

ANDRÉ CHÉNIER

Beatrice rejette l'offre de Kohlberg

■ Le conseil de la société américaine de produits alimentaires Beatrice a rejeté carrément une offre de mainmise de plus de \$5 milliards (US) de Kohlberg, Kravis, Roberts and Co. Selon le conseil de Beatrice, l'offre de Kohlberg à \$45 l'action est insuffisante et ne va pas dans le meilleur intérêt des actionnaires. La compagnie estime que la meilleure façon pour Beatrice d'en donner aux actionnaires pour leur argent, c'est de rester indépendante, d'étendre davantage la gamme de ses produits et de continuer la restructuration en cours.

Canam-Manac acquiert Pitt Steel Holdings

■ Le Groupe Canam Manac Inc., de Saint-Georges de Beauce, a acheté 70 p. cent d'intérêts dans la compagnie Pitt Steel Holdings, de Toronto. Le président et chef de la direction du groupe Canam Manac, M. Marcel Dutil, a fait savoir que la transaction, conclue avec les dirigeants-actionnaires de Pitt Steel Holdings et la Banque Commerciale du Canada, a pris la forme d'un investissement dans le capital-actions de la compagnie. Avec sa division Les aciers Canam et sa filiale américaine Canam Steel Corp. Canam Manac exploite maintenant 18 usines et compte plus de 2 500 employés. Pitt Steel Holdings et ses filiales (Pitt Steel Ltd., Candiv Pitt Inc. et Agway Metals), se spécialisent dans la transformation d'acier préparé sur mesure, selon les quantités, les formes et les dimensions demandées. La compagnie, dont les installations sont situées à Markham (Ontario) et Lachine (Québec) exploite deux centres de service d'acier et une usine pour former à froid des profils d'acier.

Sun Co. voudrait racheter des actions de Suncor

■ De source gouvernementale à Toronto, on affirme que Sun Co. Inc. voudrait racheter les 13 millions d'actions de Suncor Inc. vendues au gouvernement ontarien en 1981 pour la somme de \$160 millions (canadiens). On affirme également que le gouvernement de David Peterson songe à vendre ces actions sur le marché libre, ou à acheter de Sun 26 p. cent d'intérêts de plus, afin qu'une participation de contrôle (51 p. cent) puisse être vendue à un acheteur canadien.

Émission de La Banque de Montréal en Europe

■ Par le truchement de sa filiale immobilière, la Banque de Montréal émet sur le marché européen pour \$75 millions d'obligations garanties à sept ans, cotées au pair et portant intérêt à 10% p. cent. Selon la banque suisse qui dirige le syndicat de souscription, cette émission inscrite à Londres et non rachetable avant l'échéance devrait se présenter en coupures de \$5 000 canadiens.

Aide gouvernementale à deux entreprises

■ Spécialisée dans la fabrication de boîtes métalliques pour accumulateurs industriels, Termaco Ltée, de Saint-Jean-sur-Richelieu, recevra une aide de \$142 500 de la Société de développement industriel du Québec, dans le cadre du Programme d'aide aux entreprises dynamiques. Termaco investira \$750 000 dans la modernisation de sa machinerie, se portant acquéreur d'une machine à découper et à perfore l'acier par contrôle programmable. Pour sa part, I.P.L. Inc., entreprise de Saint-Damien spécialisée dans la fabrication de produits en plastique et désireuse de diversifier sa production, recevra \$529 000 de la SDI dans le cadre du Programme d'aide aux entreprises à technologie moderne. I.P.L. investit \$3 174 000 dans l'agrandissement de ses locaux et l'acquisition d'équipement moderne. Enfin, dans le cadre du Programme d'aide aux entreprises dynamiques, les Industries Fermco Ltée, de Saint-Adelphe, reçoivent \$43 680. Les Industries Fermco consacrent \$312 000 à l'acquisition d'un terrain, d'un bâtiment et d'équipement.

Tuteur à la Banque Commerciale

■ Garth MacGirr, président de Price Waterhouse, a fait savoir ces jours derniers que William Grace, ancien président de l'Institut canadien des comptables agréés, a été nommé vice-président de Price et chef de la direction de la Banque Commerciale du Canada. M. Grace supervise l'activité au jour le jour de la banque d'Edmonton pendant la période de liquidation de cette institution bancaire.

NDR Mining finance des explorations

■ Aux termes d'une entente de principe conclue avec la Société en commandite Sofimines 1985, NRD Mining Ltd., de Vancouver, pourra disposer de \$435 000 à \$1 million (canadien) pour ses programmes d'exploration au Québec. Sofimines recevra une action de NRD pour chaque tranche de 91 cents d'investissement. Les capitaux serviront au financement de travaux d'exploration sur deux propriétés, la partie sud de la mine d'or Pinto Malartie à Val D'Or et des concessions minières contiguës. NDR a pris des dispositions pour que ses actions soient négociées à la Bourse de Montréal.

Garantie de prêt à Newgrade Energy

■ Le gouvernement fédéral a autorisé la garantie d'un prêt consenti à Newgrade Energy Inc. pour la construction d'une usine connexe à la raffinerie de Consumer's Cooperative Refineries Ltd., à Regina. Le gouvernement garantira jusqu'à 35 p. cent des frais de construction, capital de fonctionnement et intérêts compris, jusqu'à concurrence de \$275 millions.

Centre de financement d'achat de véhicules

■ Reconnaisant que «le secteur du financement de véhicules-automobile joue un rôle déterminant dans l'économie», pour employer les termes de son 1er vice-président Pierre McDonald, la Banque de Montréal vient d'ouvrir à Laval un Centre de financement de véhicules pour l'est du Canada. L'institution souligne que l'acheteur d'une voiture n'a même plus besoin de se présenter à une succursale pour demander un prêt: il n'a qu'à remplir une formule chez son concessionnaire. La Banque de Montréal annonce par ailleurs qu'aux termes d'un accord conclu récemment elle devient conseiller financier canadien auprès du ministère des Ressources hydrauliques et de l'Électricité de la République populaire de Chine. Enfin, tout comme la Banque Nationale du Canada plus tôt ce mois-ci, la Banque de Montréal a accepté de se joindre aux membres-fondateurs du réseau INTER-AC qui relie les guichets automatiques de diverses institutions du Canada, si bien que ces guichets, au nombre de plus de deux mille au pays, peuvent se dire «partagés».

CEE: l'inflation à son plus bas niveau en 15 ans

■ Le taux d'inflation dans la CEE a atteint en septembre son niveau le plus bas depuis quinze ans: 5,3 p. cent en année mobile (5,5 p. cent en août), rapporte Eurostat. Sur un mois, la hausse de septembre est de 0,3 p. cent (zéro p. cent en août et juillet). La stabilité est générale (entre moins 0,1 et plus 0,5 p. cent), la Grèce étant la seule exception avec cinq p. cent d'inflation mensuelle. Sur les neuf premiers mois de 1985, l'inflation atteint quatre p. cent (4,2 p. cent en 1984). La France, avec 0,1 p. cent (provisoire) en septembre, se situe pour les douze derniers mois exactement à la moyenne européenne: 5,3 p. cent.

Émission de Royal Trustco

■ Royal Trustco émet, sur le marché européen, pour \$75 millions (canadiens) d'obligations à cinq ans, cotées au pair et portant intérêt à 10% p. cent. Ces obligations ne sont pas rachetables avant l'échéance. Selon CIBC Ltd., qui dirige le syndicat de souscription de concert avec J. Henry Schroder Wagg and Co., le rendement de lancement est supérieur d'environ 50 points de base à celui d'une émission comparable d'obligations du gouvernement du Canada.

Hausse des commandes des manufactures

■ Désaisonnalisées, les nouvelles commandes des manufactures canadiennes valaient \$21,11 milliards en août, soit 1,2 p. cent de plus qu'en juillet. Selon Statistique Canada, l'augmentation du mois d'août était la deuxième hausse mensuelle consécutive attendu que, de \$20,07 milliards en juin, les nouvelles commandes étaient passées à \$20,86 milliards en juillet. Au 31 août, les commandes non remplies valaient \$22,73 milliards, comparativement à \$22,58 milliards à la fin de juillet. Les livraisons des manufacturiers valaient \$20,97 milliards, 1,5 p. cent de plus qu'en juillet, et les stocks appartenant aux manufactures valaient \$34,38 milliards, 0,3 p. cent de plus qu'en juillet.

Pétrole: nouvelle société de génie

■ En association avec Stearns Catalytic Ltd., filiale de Air Products and Chemicals Co., AMCA International a créé une nouvelle société spécialisée dans le génie et la construction d'usines d'amélioration du pétrole lourd et du pétrole synthétique. La nouvelle société, DB-Stearns Engineering Ltd., appartiendra à 55 p. cent à AMCA et à 45 p. cent à Stearns.

LOUEZ LA NOUVELLE VOLVO 240 DL 1986

3 ANS DE GARANTIE, KILOMÉTRAGE ILLIMITÉ

Constatez sa plus grande transformation depuis 20 ANS

Pour aussi peu que **\$316** par mois plus taxe

* Location 60 mois \$2,100. Comptant, valeur résiduelle \$3,400

up-town
automobiles inc.
Le seul concessionnaire exclusivement Volvo à Montréal

8300, boul. Décarie (près de Royalmount)
737-6666 métro de la Savane

AUX 25 premiers clients: une radio AM-FM stéréo fournit GRATUITEMENT

espace à bureau

397-2211
Place Bonaventure

AVIS DE DIVIDENDE

Les dividendes suivants ont été déclarés payables le 1er novembre 1985 aux actionnaires inscrits à la fermeture des affaires le 2 octobre 1985.

Actions ordinaires
(dividende no. 399)
Un dividende trimestriel régulier de 25 cents par action.

Actions privilégiées, série 1
(dividende no. 11)
Un dividende trimestriel régulier de 65,625 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie A, série 1, remboursables au gré du détenteur rachetables, à dividende cumulatif de \$2 625.

Par ordre du conseil d'administration
PIERRE GOYETTE
Président et chef de la direction

LA BANQUE D'ÉPARGNE

Nouvelle émission



60 500 000 \$

Unigesco Inc.

12 100 000 actions subalternes classe "B"

et

6 050 000 bons de souscription à des actions subalternes classe "B"

Ces titres sont offerts en unités, composées chacune d'une action classe "B" (une "action subalterne classe "B"") et d'un demi-bon de souscription à des actions subalternes classe "B".

Bons de souscription à des actions subalternes classe "B"

Chaque bon de souscription entier à des actions subalternes classe "B" confère à son porteur le droit d'acheter une action subalterne classe "B" de la Compagnie au prix de 5,00 \$ au plus tard le 31 décembre 1987.

Prix: 5,00 \$ l'unité

Les unités ont été distribuées par les soussignés

Geoffrion, Leclerc Inc.

McLeod Young Weir Limitée

Lévesque, Beaubien Inc.

**Nesbitt Thomson
Bongard
Inc.**

**Dominion Securities
Pitfield
Limitée**

**Richardson Greenshields
du Canada
Limitée**

**Merrill Lynch Canada
Inc.**

**Burns Fry
Limitée**

**Tassé & Associés,
Limitée**

**McNeil Mantha
Inc.**

**Société de courtage Bache
Inc.**

**Brault, Guy, O'Brien
Inc.**

**Walwyn Stodgell
Cochran Murray
Limitée**

**Midland Doherty
Limitée**

**Maison Placements
Canada
Inc.**

**Bell Gouinlock
Limitée**

**Casgrain & Compagnie
Limitée**

Septembre 1985

QUESTIONS D'ARGENT

Alain Dubuc Claude Picher

Nos lecteurs retrouveront ici le texte des réponses fournies aux questions posées par les téléspectateurs de l'émission « Questions d'argent », animée par Lise Le Bel et diffusée hier à 19 h 30 sur les ondes de Radio-Québec. La même émission sera diffusée, en reprise, demain, mercredi, à 16 h 30.

Oui, on devrait avoir des taux hypothécaires de 6 à 7 p. cent!

QUESTION : Pourquoi les taux d'intérêt hypothécaires ne sont pas à 6 p. cent comme ils l'étaient il y a une quinzaine d'années?

REPONSE : En principe, les taux d'intérêt montent et descendent au rythme de l'inflation. On peut prendre l'exemple du taux d'escompte, qui est le taux-étalon, fixé par la Banque du Canada et qui permet aux banques de déterminer la plupart des autres taux d'intérêt. Il faut que ce taux soit supérieur à l'inflation, sinon le prêteur perdra de l'argent. En effet, le capital que l'on prête perd du pouvoir d'achat à mesure que les prix augmentent. La différence entre le taux d'intérêt et l'inflation s'appelle le taux d'intérêt réel. Toujours en principe, ce taux d'intérêt réel est assez constant dans le temps, et équivaut à un ou deux p. cent: si l'inflation est de 10 p. cent, on doit s'attendre à un taux d'escompte à 11 ou 12 p. cent. Cette mécanique s'est déréglée à la fin des années 70, quand les autorités monétaires américaines ont décidé de faire grimper les taux pour tuer l'inflation; cette politique monétaire restrictive, en réduisant les emprunts et les investissements, a vaincu l'inflation, tout en provoquant la récession. On a alors eu des taux de 21-22 p. cent, même si l'inflation n'était que de 12 p. cent. Depuis, les choses ne sont jamais revenues comme avant. Ainsi, le taux d'escompte est actuellement à 9 p. cent, même si les prix n'augmentent que de 1 p. cent; cela donne un taux d'intérêt réel tout à fait excessif de 5 p. cent! Et les hypothèques d'un an restent à 10 p. cent. En fait, avec le rythme actuel de l'inflation, c'est une situation tout à fait anormale. Pour un terme d'un an, on devrait avoir des taux hypothécaires de 6 ou 7 p. cent. Comme dans le bon vieux temps!

Comme à chaque automne, les nouvelles obligations d'épargne du Canada arrivent sur le marché. Est-ce une bonne affaire d'en acheter, cette année?

Les obligations d'épargne du Canada représentent toujours une bonne affaire, dans la mesure où on peut les encaisser en tout temps, avec les intérêts, sans subir quelque pénalité que ce soit. En ce sens, c'est un peu comme un compte d'épargne stable auprès d'une banque ou caisse populaire, à la seule différence que l'intérêt est nettement plus élevé. Le taux de 8,5 p. cent pour la première année, qui touche l'émission 1985, est légèrement inférieur à celui des dépôts garantis d'un an. La différence est d'environ 1 p. cent (cela peut varier selon les institutions). Pour un placement de \$10 000, ce 1 p. cent représente \$100 par année, ou \$2 par semaine. Il appartient à chaque épargnant de déterminer si cela vaut la peine de subir ce manque à gagner pour ne pas immobiliser son capital. Par ailleurs, le taux de 6,5 p. cent, annoncé pour les années subséquentes, peut sembler très bas dans les circonstances actuelles. Mais il sera rajusté à la hausse si les taux d'intérêt se remettent à grimper entre-temps. Les obligations d'épargne du Canada représentent une importante source de capitaux pour le gouvernement fédéral, qui a intérêt à offrir des taux concurrentiels à ses détenteurs.

Quels abris fiscaux doit-on envisager lorsqu'on quitte son emploi et qu'on reçoit tout d'un coup l'argent accumulé dans le fonds de pension de son employeur?

Cet argent sera ajouté à votre revenu de l'année et, en effet, à moins de prendre des mesures pour le protéger du fisc, il deviendra imposable. Un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) demeure la meilleure solution dans la plupart des cas. Vous pouvez y déposer la totalité du montant reçu, sans que cela affecte le plafond de \$3 500, et réclamer une déduction en conséquence. En d'autres termes, vous transférez votre argent d'un fonds de pension (celui de votre ex-employeur) à un autre (votre REER) sans subir la moindre pénalité. Vous aurez cependant, comme dans le cas de tous les REER, de l'impôt à payer au moment du retrait (la même chose vaut aussi pour votre fonds de pension). Pour les gens qui ne sont pas intéressés par les REER, il existe un certain nombre d'authentiques abris fiscaux, comme le régime d'épargne-actions du Québec ou les Immeubles résidentiels à logements multiples (classe 31). Vous pouvez aussi recevoir de substantiels encouragements fiscaux en investissant dans la production d'un film canadien, en achetant des participations dans des fonds de forage et d'exploration, ou même en achetant des parts dans un cheval de course! Bien que fort attrayants du point de vue fiscal, tous ces abris ont une chose en commun: ils sont liés à des placements dont le risque augmente avec la générosité du fisc. Il se peut que vous ayez à déboursier, de votre poche, un montant plus important que votre retour d'impôt. Le meilleur abri fiscal du monde ne vaut rien s'il vous coûte plus cher qu'il ne vous rapporte! Ces abris fiscaux s'adressent aux contribuables dont le revenu est d'au moins \$50 000, qui s'y connaissent en placement, et qui sont prêts à prendre des risques. Avant d'y placer son argent, on devrait toujours se poser la question suivante: sans l'abri fiscal qui y est relié, est-ce que j'y investis quand même? Si la réponse est non, attention!

Les actionnaires de la Mercantile seront fixés en décembre sur la valeur de leurs actions

Ce n'est que vers le 1er décembre prochain, quand la Banque Nationale du Canada et la Banque Mercantile auront déterminé la valeur de rachat des deux millions d'actions privilégiées de second rang qui doivent être émises, que les détenteurs d'actions ordinaires de la Mercantile auront une bonne idée de ce que vaut pour eux la fusion des deux institutions bancaires.

L'entente de principe intervenue entre la Nationale et la Mercantile prévoit en effet l'émission d'une action ordinaire et d'une action privilégiée de second rang issue de la fusion pour chaque tranche de quatre actions ordinaires de la Mercantile (en tout huit millions d'actions ordinaires).

La valeur de rachat des actions privilégiées à être émises serait égale à l'excédent de l'avoir des actionnaires ajusté de la Mercantile au-delà de \$70 millions au 1er novembre (l'entente de principe définissant l'avoir des actionnaires ajusté comme étant le total de la valeur au pair des actions ordinaires, du surplus d'apport, de la réserve générale et des bénéfices non répartis après impôts. Au 31 juillet dernier, il était de \$141 millions).

Dans le calcul de l'avoir des actionnaires ajusté, les ajustements suivants seront apportés: les provisions pour pertes seront établies au montant que la Banque Nationale déterminera comme étant raisonnables, notamment les provisions pour pertes

APPUI À L'ADMINISTRATION MONTRÉLAISE

Une vaste coalition se forme pour amener Hyundai dans l'Est

L'administration municipale de Montréal va bénéficier au cours des prochaines semaines de l'appui inconditionnel de toutes les influences politiques, sociales et économiques de l'Est de la ville dans ses démarches pour

DENIS MASSE

obtenir l'implantation de l'usine de montage des automobiles sud-coréennes Hyundai dans le secteur de Pointe-aux-Trembles.

Ce projet jugé vital pour la survie industrielle de cette nouvelle zone grise de Montréal, doit contrecarrer en partie les pertes considérables d'emplois annoncées par la fermeture imminente d'au moins sept entreprises installées dans cette partie de la métropole.

Telle est l'une des quelques mesures urgentes qui ont rallié hier l'unanimité d'un groupe impor-

tant d'intervenants dans les milieux politiques, sociaux et syndicaux, convoqués à une réunion extraordinaire par le député de Sainte-Marie aux Communes, M. Jean-Claude Malépart, principal promoteur du Comité de la survie industrielle de l'Est de Montréal formé la semaine dernière.

En dépit d'allégeances politiques diverses, tous les participants de cette réunion — une bonne cinquantaine — se sont entendus pour prier le gouvernement fédéral de « désigner cette zone » fortement touchée par le marasme industriel, au rang des régions économiquement faibles. Cette mesure lui permettrait d'avoir accès aux meilleurs programmes de subventions et de bénéficier de divers secours financiers s'appliquant spécialement dans ces régions à l'industrie en recyclage.

Le spectre du chômage qui s'abat soudainement sur l'Est de la métropole pose un problème si aigu que la rencontre d'hier a réuni autour de la même table une brochette de personnalités autrement habituées à se tirailler.

On y remarquait par exemple la présence du ministre provincial Marcel Léger, d'anciens ministres du cabinet fédéral tel André Ouellet, des membres de la députation conservatrice, plusieurs membres du caucus des députés fédéraux libéraux de l'île de Montréal, des membres du Comité exécutif et du Conseil de ville de Montréal, des conseillers du RCM, des membres du clergé des paroisses concernées, des délégués syndicaux des entreprises touchées, des représentants de divers groupes communautaires, du Conseil du Patronat et de la Chambre de Commerce de Mont-

réal. La réunion avait lieu dans la salle communautaire d'une résidence pour personnes âgées de la rue de Bercy, dans l'Est.

Population touchée

On estime que 85 p. cent des 2540 personnes menacées de perdre leur emploi au cours des prochains mois et des 5000 autres touchées indirectement, habitent cette vaste zone qui s'étend à l'Est de l'île de Montréal.

Au lieu de se perdre en discussions oiseuses, le Comité de la survie a profité de ce moment de concertation pour former deux comités d'action qui feront rapport de leur travail des lundi prochain au cours d'une séance semblable. L'un de ces comités que le président de la Société d'administration des Terrains Angus (SOTAN), M. Allan Koury, a accepté de piloter, s'occupera directement des entreprises pour tenter de dégager certaines avenues de solutions. L'autre comité, présidé par un vicaire de Sainte-Jeanne d'Arc, l'abbé Dugal, veillera à mettre en œuvre tous les moyens de pression publique jugés nécessaires, tels les pétitions, l'envoi de cartes aux députés, manifestations monstres, etc.

Au moins une nouvelle entreprise s'est ajoutée à la liste déjà longue des industries du secteur qui menacent de fermer. Il s'agit de La Parisette, une manufacture de chaussures d'enfants, employant 170 personnes, qui se dit affectée par les quotas d'importation jugés trop élevés.

Les autres entreprises qui s'apprêtent à licencier du personnel sont les chantiers maritimes Versatile-Vickers, l'usine de locomotives Bombardier, la raffinerie Gulf, la forge-fonderie Canadian Steel Wheel, SKD Technologie et Daoust-Lalonde.

Union Carbide cesse la production du polyéthylène

Union Carbide du Canada a décidé de ne plus fabriquer de polyéthylène au pays, en raison, dit-elle, d'une capacité de production excédentaire dans le monde et particulièrement au Canada.

Mais, selon le président Norman Kissick, cette décision ne touche pas l'usine de polyéthylène de Montréal-est qui est présentement louée à Pétromont, société en commandite qui appartient conjointement à Union Carbide et à la Société générale de financement.

Par contre, celle du canton de Moore, près de Sarnia (Ontario), qui emploie 325 personnes, sera éventuellement vendue. « L'emplacement stratégique de cette usine, a dit M. Kissick, l'éventail de produits qui peuvent y être fabriqués et la part importante du marché intérieur des résines spéciales que détient la compagnie devraient faire de cette acquisition un projet intéressant et synergique pour les acheteurs éventuels. D'ici là, le secteur continuera d'être exploité avec efficacité et de façon aussi rentable que les conditions du marché le permettent ».

Dans la perspective d'un abandon du secteur de polyéthylène, Union Carbide du Canada a fait passer \$96 millions (canadiens) par profits et pertes au troisième trimestre de son exercice. Le montant, qui s'inscrit dans un déficit net de \$99 142 000 ou \$4,99 par action, comprend la radiation d'une partie des actifs du secteur, une provision pour pertes d'exploitation d'ici la vente du secteur d'activité et d'autres charges reliées à cette cession.

« L'imputation de cette charge exceptionnelle, a dit M. Kissick, devrait redonner à Union Carbide

Canada un bilan positif, et l'abandon du secteur du polyéthylène devrait améliorer la stabilité financière de la compagnie. Le plus gros client canadien de Union Carbide à Sarnia, Polysar, estime que la décision de son fournisseur habituel de polyéthylène ne devrait pas gêner sa propre activité.

L'an dernier, au troisième trimestre, Union Carbide du Canada accusait un déficit net de \$903 000 ou 10 cents par action sur des revenus de \$176,4 millions.

Pour les neuf premiers mois, la compagnie, qui appartient à 75 p. cent à la société américaine Union Carbide (30 usines de par le monde), accuse un déficit net (frais extraordinaires compris) de \$102 687 000 ou \$5,27 par action sur des revenus de \$474,6 millions. Au dernier exercice toutefois, pour les trois premiers trimestres, la compagnie connaissait un bénéfice de \$3 858 000 ou quatre cents par action sur un chiffre d'affaires de \$529,9 millions.

NOTRE NOUVEL ENTREPÔT EST

OUVERT AU PUBLIC

POUR LA TOUTE PREMIÈRE FOIS!

VOUS AVEZ ÉTÉ ASSEZ PATIENTS

Commence demain!

ATLANTIQUE IMAGE ET SON

SYSTÈME COMPTABLE INTÉGRÉ

(Grand livre — Comptes recevables, payables — Inventaire — Bons de commande — Facturation — Projections — etc.)

AVEC LES CONFIGURATIONS CI-DESSOUS

\$4,325

IBM

SYSTÈME XT CONFIGURATION: A

IBM XT 640K

Deuxième lecteur (360K)
Moniteur monochrome ou graphique
Carte Monochrome ou graphique
DOS IBM 3.1
(Incluant: port série, parallèle, port de jeux, horloge)

\$5,250

IBM

SYSTÈME XT CONFIGURATION: B

IBM XT 640K

Disque rigide de 20 Mg
Moniteur monochrome ou graphique
Carte monochrome ou graphique
DOS IBM 3.1
(Incluant: port série, parallèle, port de jeux, horloge)

FUTUR BYTE

1189 PLACE PHILLIPS MONTRÉAL 861-2831

INFORMATIONS AUX NUMÉROS INDiquÉS

AUTRES PRODUITS ET SERVICES À NOS MAGASINS

1295, chemin Chamblay
677-5264
LONGUEUIL

322, rue Lindsay
(819) 477-8786
DRUMMONDVILLE

LES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE

LE 1180 DRUMMOND

BUREAUX À LOUER

L'emplacement idéal pour votre bureau: coin Dorchester, voisin du Centre Sheraton et du nouvel édifice du Groupe La Laurentienne. Accès facile par métro et autoroutes.

Étage type: 9950 pi car. • Rez-de-chaussée: 4500 pi car. Stationnement intérieur disponible.

Renseignements: **878-1573**

«courtiers protégés»

Nomination MANUVIE

M. Dale Congram, Vice-président régional, est heureux d'annoncer la nomination de M. Jean Landreville au poste de directeur de l'agence Montréal St-Jacques de Manuvie.

M. Landreville a fait son entrée dans l'assurance-vie en 1958 à titre d'agent et il a occupé au cours des 20 dernières années divers postes de direction au sein de compagnies d'assurance à Montréal et à Toronto. Sa vaste expérience sera des plus appréciées.

Fondée en 1887, Manufactures Vie possède un actif total de 14 milliards de dollars. Elle offre une gamme complète de contrats individuels d'assurance et de rente ainsi que de contrats collectifs d'assurance-vie, d'assurance-maladie et de rente.

France: une fois élue, la droite privatisera

LES TAUX D'INTÉRÊT

	ÉPARGNE STABLE	INTÉRÊT QUOTIDIEN	DÉPÔTS À COURT TERME							DÉPÔTS À TERME INTÉRÊT VERSÉ ANNUELLEMENT					CERTIFICATS GARANTIS INTÉRÊT VERSÉ ANNUELLEMENT					PRÊTS PERSONNELS	HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES					HYPOTHÈQUES COMMERCIALES				
			DÉPÔT min(\$)	30- 59	60- 89	90- 119	120- 179	180- 269	270- 364	DÉPÔT min(\$)	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	DÉPÔT min(\$)	1 AN	2 ANS	3 ANS		4 ANS	5 ANS	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	1 AN	3 ANS	5 ANS
BANQUES																														
COMMITAL CAN.	6%	6%	5000	7%	7%	7%	7%	8%	8%	1000	8%	9%	10	10%	10%	—	—	—	—	—	11% et +	10	10%	11%	12	12%	11	12%	13%	
COMMERCE	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	1000	8	8%	8%	8%	9%	1000	8%	9%	10%	10%	11	10% et +	10	10%	11%	11%	12	—	—	—
CONTINENTALE	5%	—	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	1000*	8%	8%	8%	9%	9%	1000	9	10	10%	10%	11	—	—	—	—	—	—	—	—	
d'ÉPARGNE	5%	5	3000	6%	7	7%	7%	7%	7%	1000	8%	8%	9	9	9%	1000	8%	9%	10%	10%	11	11% à 16%	10	10%	11%	11%	12	10%	11%	12
CAISSE POP (Que.)	5%	5	3000A	7	7%	7%	7%	8	8	1000	8%	8%	8%	9	9%	1000	8%	9%	10%	10%	11	10% à 14	10	10%	11%	11%	12	10%	12	—
* FED. CAIS. POP MTL	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	2000	8%	9%	9%	—	—	—	—	—	—	—	11% et +	10	10%	11%	—	—	11	et +	—	
MERCANTILE	—	—	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	5000*	8	8%	8%	8%	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
MONTRÉAL	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	1000	8	8%	8%	8%	9%	1000	8%	9%	10%	10%	10%	11% à 16%	9%	10%	11%	11%	12	10	11%	12%
NATIONALE	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	1000*	8	8%	8%	8%	9	1000	8%	9%	10%	10%	11	11% et +	10	10%	11%	12	12%	10%	12	12%
NOUVELLE-ÉCOSSE	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	1000	8%	8%	8%	9	9%	1000	8%	9%	10	10%	10%	11% et +	10	10%	11%	11%	11%	—	—	—
ROYALE	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	1000	8	8%	8%	8%	9%	1000	8%	9%	10	10%	10%	10% et +	10	10%	11%	11%	11%	—	—	—
TORONTO-DOMINION	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	1000	8	8%	8%	8%	9	1000	8%	9%	10	10%	10%	11% et +	10	10%	11%	11%	11%	10%	11%	12
SOC. GEN. CAN.	—	—	10000	7%	7%	7%	7%	7%	7%	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
FIDUCIARIES																														
CANADA TRUST	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	—	—	—	—	—	—	1000	9	9%	10%	10%	11	12% et +	10	10%	11%	11%	12	—	—	—
CAN. ITALIENNE	—	—	5000	7%	7%	7%	7%	8	8	—	—	—	—	—	—	1000	8%	9%	10	10	10%	11% et +	10	—	—	—	—	11	—	—
CONTINENTAL	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
CREDIT FONCIER	—	—	5000	7	7%	7%	7%	8	8%	—	—	—	—	—	—	500	9%	10	10%	10%	11%	—	10	11	11%	11%	12%	10%	11%	12%
EATON BAIE	5%	5%	5000	7	7%	7%	7%	8%	8%	—	—	—	—	—	—	500	9	10	10%	10%	11	—	10	11	11%	11%	12	10	11%	12
FIDUCIARIES	—	—	5000	7%	7%	7%	7%	8	8%	—	—	—	—	—	—	1000	9	9%	10%	10%	11	—	10	11	11%	—	12%	10%	11%	12%
FIDUCIE QUEBEC	—	—	5000	7%	7%	7%	7%	8	8%	8%	—	—	—	—	—	1000	9%	10	10%	10%	11	—	10	11	11%	—	12%	10%	11%	12%
TRUST NATIONAL	5%	5%	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	—	—	—	—	—	—	500	9	9%	10%	10%	11	10 à 14%	10	10%	11%	11%	12	10%	11%	12%
FINANCIAL TRUST	—	—	5000	8%	8%	8%	8%	8%	8%	—	—	—	—	—	—	500	9%	9%	10%	10%	10%	—	—	—	—	—	12%	13%	13%	—
FIRST CITY	7	—	5000	8	8	8%	8%	8%	8%	—	—	—	—	—	—	500	9	10	10%	10%	11	—	—	—	—	—	10%	11%	12	—
GUARANTY TRUST	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	—	—	—	—	—	—	1000	9	10	10%	10%	11	10% et +	10	10%	—	—	12	—	—	—
GUARDIAN	—	6%	5000	8%	8%	8%	8%	8%	8%	—	—	—	—	—	—	1000	9%	10	10%	10%	11	—	10%	—	—	12%	—	—	—	—
MONTRÉAL TRUST	—	—	5000	6%	7	7%	7%	8	8	—	—	—	—	—	—	1000	9%	10	10%	10%	11%	—	10	10%	11%	11%	12	10	11%	12
MORGAN	—	—	5000	8%	8%	8%	8%	8%	8%	—	—	—	—	—	—	500	9%	9%	10%	10%	11%	—	10%	10%	11%	11%	12	—	—	—
MORGUARD	—	—	10000	8	8	8%	8%	8%	8%	—	—	—	—	—	—	1000	9%	10	10%	10%	11	—	—	—	—	—	10%	11%	11%	—
PERMANENT	5%	5%	5000	6%	7	7%	7%	7%	7%	—	—	—	—	—	—	1000	9	9%	10%	10%	11	—	10	10%	11%	11%	12	10%	11%	12
PRÊT ET REVENU	—	—	5000	7%	7%	8	8%	8%	8%	—	—	—	—	—	—	1000	9	10	10%	10%	11	—	10	11	11%	11%	12	—	—	—
SOC. NAT. DE FIDUCIE	—	—	2000	7%	7%	7%	8	8%	8%	—	—	—	—	—	—	500	9	10	10%	10%	11	—	10	11	11%	12	12%	—	—	—
TRUST CENTRAL	—	—	5000	7	7%	7	7%	8	8%	—	—	—	—	—	—	1000	9	9%	10%	10%	11	—	10	11	11%	12	12%	—	—	—
TRUST GÉNÉRAL	—	—	5000	7	7%	7%	7%	8	8%	—	—	—	—	—	—	1000	9%	10	10%	10%	11%	—	10	11	11%	11%	12	10%	11%	12%
TRUST ROYAL	5%	5	5000	6%	7	7%	7%	7%	8	—	—	—	—	—	—	1000	8%	9%	10%	10%	11%	12% à 13%	9%	10%	11%	11%	11%	9%	11%	11%

Taux en vigueur le 21 octobre 1985. *Versement semi-annuel. **Minimum \$5,000. *Taux recommandés par la Fédération. — Ces taux sont sujets à changement. — A \$10,000, 30 à 89. — \$1000, 89 à 364.

Taux recommandés par la Fédération. — Ces taux sont sujets à changement. *Versement semi-annuel. **Minimum \$5,000.

■ PARIS (AFP) — Tous les groupes financiers et industriels français détenus directement ou indirectement par l'État devront être progressivement privatisés par l'Opposition si elle gagne les élections de mars 1986, estiment les leaders de la droite française.

Selon le projet, publié hier à Paris, d'un avocat d'affaires international, Me Jean Loyrette, qui synthétise les propositions de l'Opposition, une cinquantaine de sociétés appartenant actuellement au secteur public, y compris Renault et la sidérurgie, sont visées qu'elles aient été nationalisées en 1982 après l'arrivée de la gauche au pouvoir ou dans la foulée de la Libération en 1945.

Dans ce vaste programme de dénationalisation, les rares exceptions envisagées concernent les grandes entreprises en charge d'un monopole de service public, comme les PTT (postes et télécommunications), EDF-GDF (Electricité et Gaz de France), la SNCF (chemins de fer) et la RATP (transports parisiens).

Me Loyrette reprend l'idée des leaders de l'Opposition, MM. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac, de ne pas trop charger la barque financièrement parlant, en échantonnant les dénationalisations — dont il estime le coût entre 120 et 130 milliards de ff — sur la durée d'une législature, soit cinq ans.

Dans un premier temps, on dénationaliserait avant mars 1987 des entreprises nationalisées en 1982 (CGE, Saint-Gobain, Thomson, Rhône-Poulenc, Pechiney, Bull, Matra, Dassault), à l'exception de la plus déficitaire, la CGCT (téléphone). Cela se traduirait aussi par le transfert au secteur privé des compagnies financières Suez et Paribas et de 36 banques.

Dans une deuxième étape, deux ou trois ans après les élections de mars 1986, il serait procédé à la dénationalisation de trois grandes banques nationalisées en 1945: le Crédit lyonnais, la Société générale et la BNP, et de trois compagnies d'assurances: l'UAP, les AGF et le GAN.

Obligations d'épargne du Canada

Le service Télé-obligations de Guardian.*

L'accessibilité par excellence aux OEC. Achetez vos Obligations confortablement installé dans la chaleur de votre foyer. Signalez simplement le numéro du service Télé-obligations de Guardian:

842-7161

(618, St-Jacques)

875-5600

(950, Ste-Catherine O.)



Appelez dès maintenant! C'est le placement le plus facile que vous ayez jamais réalisé.



Heures du service
Télé-obligations:
Lun.-Ven.
9h00 - 19h00
Sam.
10h00 - 14h00

*Les commandes ne seront acceptées que si le paiement entier parvient aux bureaux de Guardian avant 16h00 le jour de la fermeture de la campagne d'Obligations d'épargne du Canada 1985.

Celanese améliore son bénéfice

■ Celanese Canada a nettement amélioré son bénéfice au troisième trimestre. Pour cette période, le bénéfice d'exploitation de la société montréalaise est passé de \$405 000 sur des revenus de \$85,5 millions l'an dernier à \$1 858 000 ou 12 cents par action sur un chiffre d'affaires de \$86,7

millions, bien que le troisième trimestre soit traditionnellement faible. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le bénéfice d'exploitation a été de \$7 366 000 ou 50 cents par action sur des revenus de \$267,6 millions, en regard d'un bénéfice d'exploitation de \$6 858 000 ou 45 cents par ac-

tion sur des revenus de \$281,1 millions pour la période correspondante l'an dernier.

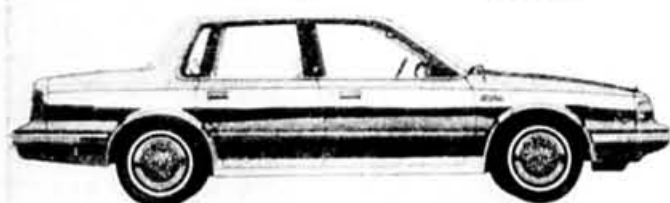
Le bénéfice d'exploitation de 1981 ne comprend pas une perte de \$646 000 ou trois cents par action (pour le trimestre) non plus qu'une perte de \$1 559 000 ou 10 cents par action (pour les trois premiers mois), toutes pertes résultant de l'abandon de certaines activités.

Les populaires
chez **Clermont**
SPÉCIALEMENT
CETTE SEMAINE

OLDSMOBILE

Ciera

Plus de 25 autos
en inventaire



CHEVROLET CAVALIER

Plus de 30 autos en inventaire



TOUTES PRÊTES POUR LA ROUTE

Encore plusieurs modèles,
neufs et démonstrateurs 1985,
À PRIX TRÈS COMPÉTITIFS

clermont
Chevrolet Oldsmobile

5363, St-Denis
entre Laurier et Rosemont

Tel.: 279-6301



13.95\$

...par personne, par jour, pour vos réunions d'affaires

C'est le forfait-réunion que l'Auberge des Gouverneurs vous offre d'un bout à l'autre du Québec.

Ce forfait-réunion comprend:

- un salon de réunion (10 à 40 personnes) avec tableau, papier et crayons;
- le buffet express servi au salon le midi ou le menu du jour servi dans la salle à manger.

De plus, les participants à ces réunions peuvent profiter, pour leur hébergement, du tarif spécial réservé aux entreprises.

Pour renseignements ou réservations, communiquez avec le directeur des banquets de l'Auberge des Gouverneurs de Québec ou de Sainte-Foy ou avec notre Bureau des ventes au:

1500, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 402
Montréal (Québec) H3G 1N1
Tel.: (514) 933-2741

Auberge des Gouverneurs
690, boulevard St-Cyrille Est
Québec (Québec)
G1R 5A8
Tel.: (418) 647-1717

Auberge des Gouverneurs
3030, boulevard Laurier
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2M5
Tel.: (418) 651-3030

Auberge des Gouverneurs

QUÉBEC • SAINTE-FOY

Six boutiques hors-taxes à la frontière Québec-USA

Le Québec se dotera d'une demi douzaine de boutiques hors-taxes à la frontière américaine, dans le cadre d'une entente fédérale-provinciale.

LAURIER CLOUTIER

Le dévoilement hier de l'entente par le ministre du Revenu national, Elmer MacKay, confirme une manchette de LA PRESSE du début du mois dernier.

La SAQ (Société des alcools du Québec) démarrera sa mini-chaine à Lacolle avec une toute nouvelle boutique hors-taxes offrant au public voyageur une gamme complète de vins et spiritueux à des prix avantageux. Située au poste frontalier

Champlain, la boutique de Lacolle permettra par ailleurs à un entrepreneur de faire des affaires et de créer des emplois grâce aux ventes réalisées à des touristes étrangers attirés par une salle de montre «exceptionnelle». Lacolle débutera ses opérations dès la fin du mois, tant avec les eaux-de-vie et les digestifs qu'avec les apéritifs et les vins.

On compte installer les autres boutiques hors-taxes à Armstrong, Stanhope, Rock Island, Philipsburg et Huntingdon.

Par des entrepreneurs

La SAQ publiera bientôt dans les journaux un avis invitant les gens d'affaires à poser leur can-

didature pour l'exploitation des boutiques hors-taxes.

Dans l'ensemble du Canada, on prévoit une quarantaine de boutiques hors-taxes à la frontière américaine. Les boutiques devraient afficher des ventes de \$100 millions par année au prix de gros.

Pour le type d'opérations et les achats de permis d'alcool, il suffit de se rappeler la boutique de Lacolle, la seule boutique hors-taxes qui fonctionnait jusqu'ici à la frontière, à l'exemple de celles des aéroports. Lacolle jouait le rôle de projet-pilote depuis 1982. Les gouvernements viennent en fait de revoir l'entente pour donner toute sa dimension à la chaîne canadienne de boutiques hors-taxes aux frontières.

APRÈS LA RÉSOLUTION UNANIME D'INNOCAN Nordair: on attend une contre-offre de Québec

Après la résolution unanime votée au conseil d'administration d'Innocan, à Toronto, jeudi dernier, favorisant la fusion de Nordair avec CP Air, «l'alliance fragile» de quatre actionnaires attend une contre-offre plus alléchante du ministre québécois des Transports, Guy Fardif, de la Société québécoise des transports et de Quebecair.

LAURIER CLOUTIER

CP Air offre un échange d'actions d'une valeur actuelle de \$13 mais de \$17,37 en bout de ligne, comparativement à celle de \$14,25, comptant, de Quebecair.

La direction de Nordair, on le comprendra facilement après des années de bataille contre une prise de contrôle par Quebecair, favorise la fusion avec CP Air; il

en est de même de la majorité de ses quelque 70 actionnaires représentés par Innocan, dont 20 à 25 possèdent plus d'un p. cent des titres.

Mais selon certaines sources, quatre actionnaires avaient convenu, lors d'une brève rencontre, de proposer d'étudier l'offre de Quebecair sur une base d'affaires, sans émotion: ce sont les fonds de pension d'Air Canada, du CN, la Caisse de dépôt et placement du Québec et la Société de bienfaisance des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

Mais «l'alliance fragile», qui misait sur l'appui de quelques autres actionnaires, fut prise de court par la direction d'Innocan. Cette dernière s'est présentée au

conseil d'administration de Toronto avec une résolution d'appui à CP Air.

Mais les actionnaires de Nordair n'ont pas encore déposé leurs actions et tout dépend de la réaction de Québec.

Quebecair pourrait majorer son offre encore une fois, il ne faut pas oublier que chaque fois que le prix offert pour l'action de Nordair monte de \$1, Quebecair gagne sur papier \$500 000 parce qu'elle est aussi actionnaire.

«L'alliance fragile» veut garder la tête froide et aller au plus offrant, sans faire le jeu de la direction de Nordair. Devant deux offres identiques, elle tiendrait évidemment compte aussi des sièges sociaux de Vancouver et de Montréal.

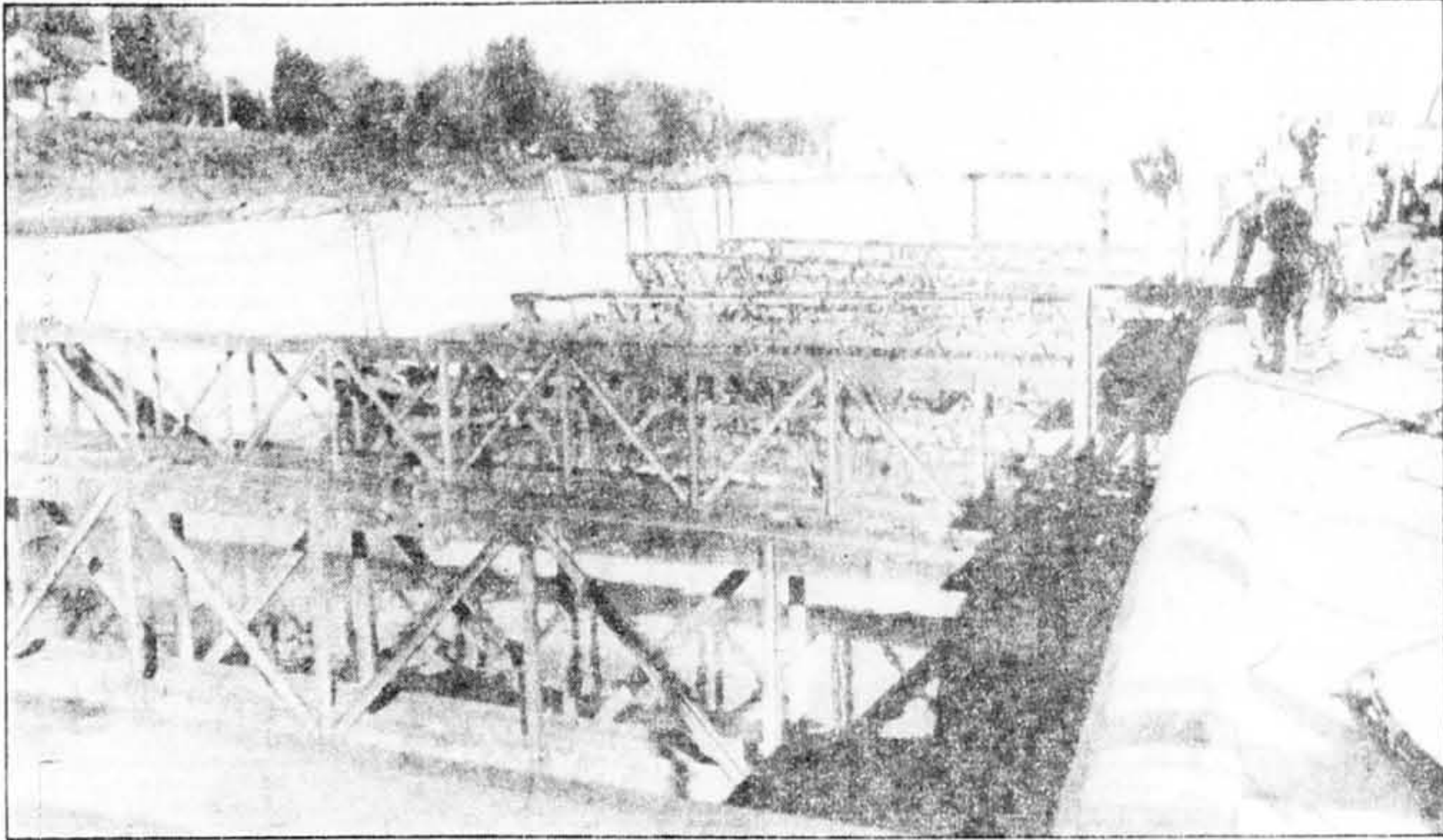
Manque d'appui aux exportations

À un moment où la compagnie Union Carbide du Canada annonce qu'elle se retire de la fabrication du polyéthylène en raison notamment d'une surcapacité mondiale de production, le Conference Board du Canada publie une étude indiquant que, si le régime fiscal canadien est compétitif dans son application à l'industrie des polyéthylènes, «il est dépourvu de mesures fiscales d'encouragement direct des exportations».

La compétitivité du régime fiscal canadien (le plus compétitif après celui des Pays-Bas, des États-Unis, de l'Arabie saoudite et du Japon), note Tancredi Zollo, directeur associé du Centre de recherche sur le commerce international et co-auteur de l'étude du Conference Board, tient à l'amortissement relativement accéléré des investissements que permet la déduction pour amortissement (DPA). «Mais l'avan-

tage qu'offre la DPA est neutralisé lorsque l'industrie ne parvient pas à produire un revenu suffisant pour bénéficier de l'amortissement accéléré des investissements. Dans ces conditions, le régime fiscal canadien devient beaucoup moins compétitif.

«Au Canada, les dépenses d'investissement sont amorties sur une période de trois ans contre cinq ans aux USA et environ six ans au Japon. Dans les autres pays que nous avons examinés, l'amortissement se fait en montants égaux sur une période de dix ans... Avant l'Accord de l'Ouest (mars 1985), c'est le Canada qui prélevait les taxes les plus élevées sur le gaz naturel (élément de base dans la fabrication du polyéthylène). Cet accord a éliminé la taxe spéciale de propriété canadienne et, d'ici 1989, éliminera la taxe sur les recettes pétrolières et gazières».



(Téléphoto PC)

Canal Welland: les travaux progressent

Les travaux se poursuivent sans relâche pour stabiliser la paroi de l'écluse no 7, à Thorold, Ontario, dont la partie inférieure s'est effondrée il y a une semaine, bloquant le canal Welland. Lorsque la paroi aura été stabilisée, l'écluse sera vidée pour permettre la réparation de la paroi endom-

magée. Le ministre des Transports Don Mazankowski a fait savoir hier qu'aussi longtemps que la température le permettra, la Voie maritime du Saint-Laurent demeurera ouverte pour assurer le passage de tous les navires immobilisés par cet accident.

Une création du plus pur style italien

Signée
Paolo da Barberino

Ce manteau, confectionné exclusivement pour nous en Italie, est un excellent exemple du design à l'italienne.

Ravures hardies, mises en valeur par de subtiles nuances. Élégant motif biaisé, rehaussé de légers carreaux rouille. Coupe ample et détendue; épaules raglan, emmanchures généreuses, poches en biais et trois boutons devant.

Le tout, coupé dans un riche et chaud lainage.

Une exclusivité Paolo da Barberino. Le prix: 295 \$.

Ce manteau permet de superbes mariages avec les vêtements sport Paolo da Barberino - chandails, chemises et pantalons, dont la coupe et le design sont eux aussi très italiens.

Ce n'est là, évidemment, qu'un exemple de la nouvelle collection, si riche et si diversifiée, que vous proposez Harry.

Jamais, peut-être, n'avons-nous offert à nos clients des vêtements d'une apparence aussi aisée avec un sens de la mode aussi poussé.

Pour en découvrir davantage, consultez le Rapport sur la mode masculine d'Harry Rosen, guide d'une valeur inestimable pour nos clients. Le numéro d'automne/hiver 1985 vous est offert, gratuitement, dans nos magasins. Vous pouvez aussi le recevoir en envoyant 3 \$ à Harry: Centre Rockland, 2305, chemin Rockland, Mount Royal, Québec H3P 3F9.



HARRY ROSEN
TORONTO, OTTAWA, MONTREAL, QUEBEC, EDMONTON, CALGARY, VANCOUVER

CENTRE ROCKLAND - 735-6227
FAIRVIEW, POINTE CLAIRE - 695-8921

VENTE PAR RECEVEUR OFFICIEL ET SÉQUESTRE ÉQUIPEMENT POUR ORDINATEURS PERSONNELS

RÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES

Après obtention de la soumission par Price Waterhouse Ltée - Receveur officiel - séquestre - nous sommes chargés de liquider le stock des ordinateurs Vistas Inc. et de l'Institut des ordinateurs personnels.

SYSTÈME IBM AT	HEWLETT PACKARD	COMPAC DESKPRO
Mémoire 512K mini-disque 1.2 meg. entraînement pour mini- disque 360 k disque dur 20 meg.	Imprimante Thinkset Modèle N 2225A Carte d'encre suppl. incl.	Mémoire 256 K Mini-disque 360 K Disque dur 30 meg.
6900\$	449\$	4300\$

SYSTÈMES • SYSTÈMES • SYSTÈMES

18 M portatif 256 K/200 (1 seulement)	2996\$	Hewlett Packard 150 Sys.	4544\$
Corona PC-512K/200 (1 seulement)	2144\$	Hewlett Packard 110A port.	2976\$
Zenith ZFA-15152 (2 seulement)	2349\$	Molecular 108 Morrow Designs	4978\$ (\$ sur demande)

IMPRIMANTES • IMPRIMANTES • IMPRIMANTES

C-ITOH F-10 (3 seulement)	1212\$	Epson FX-80/SET-FX (2 seulement)	414\$
Epson FX-100/SET FX ± (2 seulement)	483\$	Hewlett Pack 2225/ plus cart. suppl.	459\$
Epson RX-100/SET-FX (1 seulement)	483\$	Okidata 82A/plus rubans suppl. (3 seulement)	315\$
Epson LX-90/SET-FX ± (1 seulement)	283\$	Toshiba 1340 (3 seul.)	649\$
Epson MX-80 FT/SET FX ± (1 seulement)	351\$	Toshiba 1351 (1 seul.)	1497\$
Mannesman Tally MT-160L/ruban suppl. (2 seulement)	689\$	Mannesman Tally MT-180L/plus ruban suppl. (1 seul.)	1197\$

LOGICIELS • LOGICIELS • LOGICIELS

Lotus 123	419\$	IBM Multiplan	75,90\$	HP-100/ Visical	199,17\$
PC Focus	999\$	ASH TATE Framework	399\$	Comptes à payer Realword	449,84\$
IBM-Ass. Rapports	97\$	HP-100/ Lotus 123	419\$	Comptes à recevoir Realword	449,34\$
D BASE II (pour HP)	450\$	HP-100/ Mailmerge	199,09\$	Perimeter Code Fox & Gell	399,16\$
D BASE II (pour IBM)	450\$	HP-100/ Memomaker	99\$	Quickcode	151,20\$
HP-100- graphiques	189\$	HP-100/classeur Per Card	99\$	Contest MBA Affichage IBM Display- Write II	381,97\$ 221,70\$

ACCESSOIRES HEWLETT PACKARD

HP-7475 traceur de courbes avec papier	1212\$	Logiciels ass. HP Système à disque dur Tallgrass	2769\$
Système PH-150 avec papier thermique	4544\$	Terminals Wyse WY-51	384\$
Système portatif HP-110	2976\$	Système Emerald 548- disque dur	7535\$
HP-2225 Thinkset	449\$	Table pour moniteur IBM	40\$
		Rubans pour imprimante Minidisque 1/2 h	98,70\$
		Disque dur 10 Meg	630\$

Endroit: 159, Place Frontenac, suite 5, Pointe-Claire, Québec

Vente et service sous la direction de

G.K. COMPUTERS - Tél. 694-7676

Maynards INDUSTRIES MAYNARDS
depuis 1902

Suite 509, 1110 ouest, Sherbrooke
Montréal Québec H3A 1G8
(514) 843-9469

1213 West Georgia Street
Vancouver, B.C. V6E 3J6
(604) 685-7378

3120 Glen Erin Drive #7
Mississauga, Ontario L5T 1R6
(416) 828-2511

DON MAZANKOWSKI À LA PRESSE

Les passagers devront payer plus pour les services des aéroports

■ OTTAWA — Chaque fois que quelqu'un prend l'avion au Canada, le gouvernement débourse \$58 parce qu'il ne récupère que 40 p. cent des frais qu'il encourt pour faire fonctionner les aéroports. Le ministre fédéral des Transports, Don Mazankowski,

entend corriger cette situation.

« Le passager devra payer », s'est exclamé le ministre au cours d'une entrevue qu'il accordait hier à LA PRESSE. « Pas le contribuable ».

« Le gouvernement, ajoute-t-il,

s'assurera que les services sont rendus et il fera des efforts afin de réduire les frais de gestion et d'administration. Cela étant dit, le passager devra payer sa juste part ».



GILLES GAUTHIER

Haussant encore le ton, M. Mazankowski lance que ce n'est pas lui qui a construit les « Taj Mahal » qui constituent les installations aéroportuaires de Mirabel ou de Yellowknife ou encore qui a acheté les terres pour construire le super aéroport de Toronto, projet abandonné par la suite. « Mais je suis aujourd'hui le fiduciaire de l'argent de la population et je dois être frugal et prudent dans la façon de dépenser cet argent ». C'est pourquoi, les utilisateurs

devront contribuer, non seulement dans le secteur aérien, mais aussi entre autres dans le domaine maritime, où la récupération par Ottawa des montants qu'il débourse n'est que de 2,5 p. cent si on tient compte du capital investi, de l'entretien et des opérations.

Régionalisation

D'où également le projet de laisser les régions jouer un plus grand rôle dans la gestion des aéroports. Une plus grande autonomie locale, de dire le ministre, permettra de réduire les frais d'administration du système et d'augmenter les sources de revenus. La gestion des aéroports, d'affirmer M. Mazankowski, devra ressembler davantage à celle des entreprises.

Agé de 50 ans, ancien vendeur de voitures et de machinerie agricole, le député de Vegreville en Alberta siège aux Communes depuis 1968.

Il affirme que les employés d'Air Canada « et d'autres Cana-



Le ministre fédéral des Transports, Don Mazankowski: les contribuables n'ont pas à payer à la place des usagers des transports.

Téléphoto CP

diens » pourront investir dans cette société si cette dernière réussit à améliorer sa structure financière, et en particulier le rapport dette-équité de son bilan. Pour le moment, ajoute-t-il, la compagnie revise son plan quinquennal en réévaluant le rôle qu'elle entend jouer dans le monde en pleine mutation de l'aviation civile canadienne. « Ils vont m'indiquer ce qu'ils veulent », de dire le ministre, qui répète toutefois de façon catégorique qu'Ottawa n'a pas d'argent à injecter dans la compagnie.

La déréglementation

Selon lui, la « réforme de la réglementation » de l'aviation civile canadienne (qu'on appelle généralement la déréglementation) n'est en fait qu'une adaptation législative de changements qui sont en train de se produire sur le terrain.

Pendant que les consultations et discussions se poursuivent et qu'on prépare les textes de loi qui seront déposés, les compagnies et individus impliqués vont de l'avant. Ce qui démontre selon lui qu'on n'entend pas instaurer un nouvel ordre économique dans ce secteur en claquant du doigt et que les changements devraient se faire de façon ordonnée. Il ajoute que les expéditeurs « sont d'ac-

cord avec ce que nous faisons » et que le document « Aller sans entraves » sur la déréglementation rendu public en juillet dernier est généralement bien accueilli.

Il ne craint pas par ailleurs que cette déréglementation se traduise par une diminution des services dans les régions éloignées. « C'est de la foutaise », s'exclame-t-il. Selon lui, Air Canada ou une autre grande compagnie dotée d'équipements lourds (jets) pourra pour des raisons de rentabilité se retirer de tel ou tel marché étant donné que des gens d'affaires prêts à prendre la relève attendent à la porte. De plus, le remplacement des avions à réaction par des appareils Dash 7 ou 8 « construits au Canada et non aux États-Unis » (comme c'est le cas pour les appareils des transporteurs régionaux ou nationaux), permettra selon lui d'assurer des services plus fréquents et plus efficaces.

Une priorité: la sécurité

Il affirme que la sécurité en matière de transport est sa « première priorité » et que le gouvernement investit massivement dans ce secteur (radars, aide à la navigation aérienne, etc.) tout en durcissant, soutient-il, la législation tant dans les secteurs aériens et maritimes que dans le domaine des matières dangereuses.

Quelque peu traumatisé par l'affaire d'Air India, M. Mazankowski ne peut s'empêcher de dire qu'il n'a de leçon à recevoir de personne en matière de sécurité aérienne. « moi qui ai mis sur pied la commission Dubin sur cette question » en 1979, alors qu'il était ministre des Transports de l'infortuné Joe Clark. Il n'exclut pas la possibilité qu'un même organisme s'occupe des enquêtes sur les accidents dans les secteurs tant ferroviaires et maritimes qu'aériens.

Quant au dossier Nordair-Quebecair-CP Air, il préfère ne pas en parler, convaincu qu'il finira par aboutir sur son bureau.

Chute des profits d'Alcan

■ Les profits d'Alcan ont fondu comme neige au soleil au cours du 3^{ème} trimestre: \$7 millions US contre \$52 millions US lors de la période correspondante l'an dernier.

Lors des neuf premiers mois de l'année, les bénéfices nets sont tombés de \$233 à \$32 millions.

Les ventes ont augmenté en volume mais plus légèrement en valeur, à \$1,4 milliard lors du 3^{ème} trimestre, mais n'ont presque pas bougé, à \$4,2 milliards pour les neuf mois.

Alcan ne s'attend pas à une amélioration des revenus au 4^{ème} trimestre mais des mesures prises permettraient d'envisager 1986 plus sereinement.

Aliments moins chers en septembre

■ OTTAWA (PC) — Agriculture Canada a fait savoir, hier, que les prix des aliments ont baissé de 1,1 p. cent en septembre par rapport au mois précédent.

Les pommes de terre, notamment, ont diminué de 30,6 p. cent. Des baisses ont été notées également pour les pommes, le boeuf et le porc.

Par contre, les prix des boissons non alcoolisées, du sucre et des viandes de saumon se sont légèrement raffermis.

Pour octobre, Agriculture Canada prévoit que les prix des légumes de conservation continueront de subir des pressions à la baisse, car les disponibilités atteindront leur sommet saisonnier.

Les prix des légumes à salade, par contre, pourraient afficher une légère hausse saisonnière, car la production intérieure cessera et, avec la venue de la saison froide, le Canada deviendra de plus en plus tributaire des importations plus chères en provenance des États-Unis et du Mexique.

Banque **Morguard** du Canada

Pour un placement garanti de choix

8^{.35}	9^{.25}
dépôt à terme pour 90 jours taux annuel	dépôt à terme pour un an taux annuel

Taux sujets à changement minimum: 15.000

Autres taux et termes sont disponibles

Téléphonez Maryse Marsan au (514) 866-1071 ou votre courtier en placements.

Banque Morguard du Canada, 5, pl. Ville Marie, N° 1234, Montréal, Québec H3B 2G2

Membre de l'assurance-dépôts du Canada

LE GROUPE ASSURANCE PRUDENTIELLE

PRUDASCO INC.



Morris G. Frittenburg



Geoffrey I. Guy



Clive A. Hill

La Prudentielle Compagnie d'Assurance Limitée a le plaisir d'annoncer les nominations suivantes à des postes de direction de sa branche Vie et Retraite.

Morris G. Frittenburg, AVA, et Clive A. Hill sont nommés vice-présidents généraux. Geoffrey I. Guy, B.Sc., FIA, FICA, FSA, est nommé vice-président général et actuaire.

ST-LÉONARD TOYOTA

252-1373

Lacordaire au sud de Métropolitain

VOITURES D'OCCASION

LUXUEUSE ET DE HAUTE PERFORMANCE

Où on en fait un peu plus

Choyez-vous avec une **Cressida**

7665, boul. Lacordaire, St-Leonard (Québec) H1S 2A7

LOCATION • AUTO • CAMION • PIÈCES • ENTRETIEN • RÉPARATION • PEINTURE • DÉBOSSÈLAGE

IMPECCABLES ET GARANTIES

POUR LIVRAISON IMMÉDIATE

VOITURES CONDUITES PAR NOS CADRES

CRESSIDA '85 10 000 km Ed: Charles Dutoit	CRESSIDA '85 10 000 km Executive
---	--

AUSSI:

CRESSIDA '84 42 000 km 14 995\$	CRESSIDA '84 35 000 km 14 995\$	CRESSIDA '82 60 000 km 10 995\$
CRESSIDA '84 22 000 km 15 495\$	CRESSIDA '83 62 000 km 13 995\$	CRESSIDA '82 Familiale, 44 000 km 10 995\$

Le Point: les sujets de l'heure

- Miami: paradis de la drogue.
- Les Nations-Unies: 40 ans déjà...
- Le cancer chez les enfants.
- Le nouveau langage de la vidéo.
- Les minorités: le temps des solutions?

Avec Simon Durivage, Madeleine Poulin et Pierre Nadeau.
Du lundi au vendredi à 22h27



À la télévision de
Radio-Canada

RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

COMPAGNIES	PROFITS (Pertes) (\$000)			REVENUS BRUTS (\$000)		
	Courant	L'an dernier	Variation	Courant	L'an dernier	Variation
Acan Aluminium (aluminium) Mont. Que. 9 mois 30 sept.	32,000	233,000	-86 %	4,254,000	4,180,000	+2 %
Northern Telecom (mat. de communications) Mont. Q. 9 mois 30 sept.	285,100	210,800	+36 %	4,187,900	2,974,200	+41 %
Canacore Canada (prod. chimique) Mont. Que. 9 mois 30 sept.	7,366	5,299	+39 %	267,629	284,090	-6 %
Dalys (Canada) (commerce de détail) Mont. Que. 1er sem. 24 août	437	(1,816)	— %	57,780	45,706	+25 %
Normick Perron (prod. forestier) La Sarre, Que. 9 mois 30 sept.	5,105	(419)	— %	111,101	101,469	+9 %
Texaco Canada (pétroles) Tor. Ont. 9 mois 30 sept.	237,000	313,000	-24 %	4,510,000	4,630,000	-3 %
Abitibi-Price (pâtes et papier) Tor. Ont. 9 mois 30 sept.	70,447	48,699	+45 %	1,877,331	1,603,000	+17 %
Canada Packers (aliments) Tor. Ont. 1er sem. 28 sept.	15,925	7,735	+9 %	1,541,342	1,496,107	+3 %
Union Carbide Canada (prod. chimique) Tor. Ont. 9 mois 30 sept.	(6,731)	3,858	— %	474,614	529,918	-10 %
Toronto Sun (publication) Tor. Ont. 9 mois 30 sept.	7,902	8,734	-10 %	238,900	235,200	+2 %
Kelsey-Hayes -Canada- (châssis de voiture) Windsor, O. 9 mois 30 sept.	15,838	13,678	+16 %	164,000	170,500	-4 %
Pamour Porcupine (mines d'or) Tor. Ont. 9 mois 30 sept.	5,949	(6,483)	— %	38,782	39,556	-2 %
Third Cdn. Gen. Inv. (soc. de gestion) Tor. Ont. 9 mois 30 sept.	2,091	2,060	+2 %	2,378	2,283	+4 %
Cdn General Inv. (soc. de gestion) Tor. Ont. 9 mois 30 sept.	6,232	5,114	+22 %	8,215	6,729	+22 %
Acklands Ltd. (dist. équip. de moteur) Winnipeg, M. 9 mois 31 août	4,517	3,339	+35 %	272,771	250,280	+9 %
Finnish Tractor (équip. lourd) Vanc. CB. 9 mois 30 sept.	15,239	12,561	+21 %	394,239	336,990	+17 %
Gibraltar Mines (mines) Vancouver, CB. 9 mois 30 sept.	(391)	58	— %	45,229	43,518	+4 %
TransCanada Pipelines (pipelines) Cal. Alb. 9 mois 30 sept.	203,000	192,200	-9 %	3,440,000	3,301,200	+4 %
Eaton Corp. (conglomérat) Clev. Ohio 9 mois 30 sept.	175,700	189,400	-7 %	2,890,900	2,579,100	+4 %
Cleveland-Cliffs Inc. (mines) Clev. Ohio 9 mois 30 sept.	17,400	24,900	-30 %	262,800	313,700	-16 %
Union Carbide Corp. (prod. chimique) NY, NY. 9 mois 30 sept.	(371,000)	310,000	— %	6,684,000	7,132,000	-6 %
Singer Co. (machines à coudre) NY, NY. 9 mois 30 sept.	54,400	44,900	+21 %	1,756,900	1,838,500	-4 %
Reichhold Chemicals (prod. chimique) NY, NY. 9 mois 30 sept.	10,487	19,794	-47 %	628,889	624,297	+1 %
Mobil Corp. (pétroles) NY, NY. 9 mois 30 sept.	1,123,000	984,000	+14 %	44,249,000	45,012,000	-2 %

RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

COMPAGNIES	PROFITS (Pertes) (\$000)			REVENUS BRUTS (\$000)		
	Courant	L'an dernier	Variation	Courant	L'an dernier	Variation
Bristol-Meyers Co. (médicaments/cosmétiques) N.Y. NY. 9 mois 30 sept.	400,450	354,680	+13 %	3,334,749	3,178,620	+5 %
Monsanto Co. (prod. chimique) St. Louis, MO. 9 mois 30 sept.	242,000	398,000	-39 %	4,992,000	5,132,000	-3 %
Federal-Mogul Corp. (mines) Detroit, Mich. 9 mois 30 sept.	36,000	39,400	-9 %	685,500	699,000	-2 %
Gillette Co. (articles de toilette) Boston, M. 9 mois 30 sept.	120,700	122,000	-1 %	1,731,800	1,694,100	+2 %
Polaroid Corp. (photographie) Cambridge, Mass. 9 mois 30 sept.	10,900	15,400	-29 %	858,000	894,700	-3 %
Kimberly-Clark (pâtes et papier) Neenah, Wis. 9 mois 30 sept.	213,500	164,800	+30 %	3,020,300	2,690,000	+12 %
Allis-Chalmers Corp. (véhicules ind.) Wilmington, D. 9 mois 30 sept.	(168,854)	(43,343)	— %	643,715	623,444	+3 %
Western Airlines (comp. aérienne) Los Angeles, Cal. 9 mois 30 sept.	39,700	(23,700)	— %	1,012,200	903,500	+12 %
Crown Zellerbach (pâtes et papier) San-Franc. C. 9 mois 30 sept.	(43,900)	76,500	— %	2,300,000	2,300,000	— %
Hughes Tool Co. (équip. pétrolier) Houston, T. 9 mois 30 sept.	3,529	(145,236)	— %	947,307	671,943	+8 %

FRUITS/LÉGUMES

(PCI) — Voici les prix de gros des fruits et légumes.
Fruits
 McIntosh, Cortland, Spartan et Empire: 12x3 lb ou 9x4 lb, au détailant \$12.00, au grossiste \$10.50; 8x5 lb, au détailant \$12.50, au grossiste \$10.94; cell. pack grosseau: 120, au détailant \$15.00, au grossiste \$13.13; cell. pack grosseau: 140, au détailant \$14.90, au grossiste \$12.25; 4x4, au détailant \$7.00, au grossiste \$6.12, monté en sac, au détailant \$10.00, au grossiste \$8.75. Région à plus de 290 km de Montréal: ajoutée \$0.50.
 Une allocation de transport de \$0.35 est allouée aux détaillants qui vont chercher les pommes chez le producteur ou l'emballer. Ces prix sont fournis par le Plan (regroupement des producteurs de pommes du Québec).

Légumes

Prix aux détaillants dans la région de Montréal, tels que fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec.
 Aubergines: \$6.80 à \$8.25 le 25 lb.
 Betteraves à carde: \$6.10 la caisse de 12 paquets.
 Betteraves: \$7.50 à \$8.65 la boîte de 24 paquets.
 Betteraves: \$3.95 à \$4.50 pour 12 paquets de 2 lb.
 Betteraves: \$3.00 à \$3.50 le sac de 25 lb.
 Brocoli: \$10.75 à \$12.90 les 14 unités.
 Carottes: \$5.50 à \$5.75 24x2, 6 ou 10x6 lb.
 Carottes: \$8.00 à \$8.65 la caisse de 30 paquets.
 Carottes (mini): \$6.25 à \$7.25 les 20 paquets de 12 unités.
 Celeri: \$14.40 à \$16.90 la caisse de 24 unités.
 Cœur de celeri: \$7.00 à \$8.50 la caisse de 12 unités.
 Chou-chinois (moyen): \$6.20 à \$6.50 la caisse de 12 unités.
 Choux de Bruxelles: \$9.50 à \$10.50 la caisse de 9 paquets.
 Choux de Bruxelles: \$6.10 à \$6.75 la caisse de 12x10 oz.
 Choux de Savoie: \$5.50 à \$6.75 la caisse de 12 unités.
 Choux-fleurs: \$12.20 à \$13.25 la caisse de 12 unités.
 Choux-rouges: \$5.00 à \$6.50 les 12 unités.
 Choux-verts: \$4.25 à \$5.25 les 14 à 16 unités.
 Citrouilles: \$8.45 la dz.

Concombre sans piquer (moyen) \$9.00 la caisse de 12 unités.
 Courgette-zucchini: \$13.75 la caisse de 20 lb.
 Endives: \$8.75 à \$9.25 la caisse de 5 lb.
 Epinards: \$5.50 à \$6.50 pour 12 paquets de 10 unités.
 Haricots jaunes: \$13.25 à \$13.60 la caisse de 20 lb.
 Haricots verts: \$13.25 à \$13.60 la caisse de 20 lb.
 Laitue Boston: \$5.75 à \$6.00 pour 12 unités.
 Laitue romaine: \$6.00 à \$7.60 pour 12 unités.
 Laitue frisée: \$6.50 à \$8.15 pour 24 unités.
 Laitue (divers): \$7.50 à \$8.05 pour 18 unités.
 Laitue romaine: \$7.60 à \$7.90 pour 18 unités.
 Maïs sucré: \$6.00 à \$7.30 les 5 dz.
 Oignons blancs: à monter \$6.00 le sac de 18 lb.
 Oignons jaunes: moyens: \$5.00 à \$5.65 le sac de 50 lb; \$3.15 le sac de 25 lb; \$6.00 à \$6.50 pour 24 sacs de 2 lb ou 10 sacs de 5 lb.
 Oignons rouges: \$8.25 à \$9.40 la caisse de 4 doz.
 Patates: \$4.50 à \$6.00 12x1 lb.
 Persil: \$6.60 la caisse de 5 dz; \$2.10 à \$3.78 la caisse de 12 doz.
 Poireaux: \$4.00 la boîte de 12 unités; \$9.20 à \$10.25 la boîte de 12x3 (36) unités.
 Potirons rouges doux: \$17.50 les 5 kg.
 Potirons verts: \$7.50 à \$9.75 les 25 lb.
 Radis: \$1.50 à \$1.75 le sac de 25 lb.
 Radis: \$3.50 à \$4.50 20x6 onces ou 12x1 lb.
 Rutabaga: moyen: \$4.25 à \$5.25 les 50 lb.
 Scaroles: \$5.00 à \$7.75 la caisse de 12 unités.
 Tomates de serre (roses) No. 1: \$8.55 à \$9.50 la caisse de 8 dz.
 Zamp d'arabie: \$23.35 à \$26.00 8x140 cm.

LE DOLLAR

MONTRÉAL (PCI) — Le dollar américain a chuté hier en baisse de 3/25 et cotait \$1.2633 contre la devise canadienne. La livre sterling a monté de 2/25 pour finir la journée à \$1.9509. Par rapport à la devise US, le dollar canadien a gagné 3/30 à 0.7335 et le sterling 9/50 à \$1.4310.

Offre d'achat de Macy

NEW YORK (AFP) — La direction de R.H. Macy and Co., la dixième chaîne de grands magasins des États-Unis a lancé hier, une offre d'achat de quelque \$3.58 milliards (\$70 par action) sur le capital boursier de cette société.

Cette tentative de prise de contrôle qui est conduite par le président-directeur général de Macy, M. Edward S. Finkelstein et à laquelle sont associés les principaux directeurs généraux du groupe, se fera selon le principe du levier (leveraged buyout) et propose de payer au comptant \$70 par action pour les 51.2 millions de titres en circulation.

Les opérations sur les titres Macy, après avoir été provisoirement suspendues lundi matin à Wall Street, ont débuté la séance en hausse de 16% à \$64.15 contre \$47.5 à la clôture vendredi.

Le leveraged buyout consiste à racheter une société par des emprunts garantis sur les actifs de la firme convoitée. Ces fonds sont remboursés soit par les bénéfices d'exploitation, soit par le produit de la cession de tout ou partie des actifs de la société acquise.

Macy's dont le magasin new-yorkais est considéré comme le plus étendu du monde, possède notamment de nombreux centres de distribution en Californie et dans le Middle-West ainsi que la chaîne de magasins Bamberger située dans les États de l'Est des États-Unis (New Jersey, Pennsylvanie, Delaware et Maryland).

LES BESTIAUX

(PCI) — Les arrivages au marché de hier lundi comprennent 290 bovins et 480 veaux.
 Les prix s'établissent ainsi:
 Génisses: commercial \$50.86;
 Vaches: 03: \$46-48.75; 05: \$41-45.75;
 Taurillons: \$50.56.
 Veaux de choix et bons animaux: \$85-110 avec un maximum de \$127, moyens et communs: \$50-84.
 Bons veaux de remplacement: \$65-119, moyens et communs: \$50-94.
 Prix moyen du porc entier, la semaine dernière: \$68.73.

L'OR

(AP) — Voici les cours de l'or hier sur les principaux marchés: un dollar US once-froy avec: en-tre parenthèses, les cours de vendredi dernier.
 Londres: \$375.25 (\$326.60);
 Paris: \$326.95 (\$327.66);
 Francfort: \$326.11 (\$327.99);
 Zurich: \$325.50 (ench.);
 Hong Kong: \$327.70 (\$327.35).
 L'or cotait \$445 à l'offre et \$448 à la demande hier en clôture chez Desjardins Canada Inc. pour un métal précieux.
 Ces cotations sont en dollars canadiens.
 L'once d'or fin à la fermeture était notée en devises canadiennes: \$544.35, à l'offre comparativement à \$448.70 à la demande par la FIDUCIE (GUARDIAN) et l'argent à \$8.28 à l'offre comparativement à \$8.55 à la demande.

Les femmes dirigent la moitié des PME

Dans l'édition du samedi 19 octobre dernier, LA PRESSE publiait un dossier étoffé sur les femmes d'affaires, avec comme titre: «Les Québécoises dirigent 117 000 très petites entreprises». On aura compris qu'elles gèrent près de la moitié des 234 000 entreprises du Québec, des PME (petites et moyennes entreprises) dans environ 95 p. cent des cas.

Bonnes affaires pour Northern Telecom

TORONTO (Reuter) — Northern Telecom Ltd s'attend à un dernier trimestre encore meilleur que le troisième, qui a cependant pris fin avec un bénéfice net accru de 17 p. cent.

La grande société d'équipement de communications a terminé le trimestre avec un profit net de \$90.6 millions ou 70 cents par action (après paiement de \$9.4 millions en dividendes sur ses actions privilégiées) sur un chiffre d'affaires de \$1.1 milliard, en regard d'un bénéfice de \$75 millions ou 60 cents par action sur des revenus de \$1 milliard pour la période correspondante l'an dernier.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, Northern Telecom a enregistré un bénéfice net de \$286.1 millions ou \$2.25 par action sur des revenus de \$4.2 milliards, comparativement à un profit de \$210 millions ou \$1.77 par action sur un chiffre d'affaires de \$3 milliards l'an dernier.

À la fin du troisième trimestre, le carnet de commandes en cours ne valait plus que \$2.4 milliards, soit 7 p. cent de moins que pour la même période l'an dernier, mais valait quand même un peu plus qu'à la fin du deuxième trimestre cette année.

Les revenus de l'activité aux USA ont été de \$900 millions (hausse de 41 p. cent par rapport à l'an dernier) et ceux de l'activité internationale ailleurs qu'aux USA de \$106 millions (hausse de 22 p. cent). Tous les produits ont contribué à l'augmentation des revenus.

La compagnie estime toujours que, pour tout l'exercice, son bénéfice par action sera supérieur de 20 à 25 p. cent aux \$2.76 par action de l'an dernier bien que, pour l'an prochain, ses revenus et son bénéfice par action pourraient s'avérer inférieurs aux prévisions.



À la mémoire d'Alfred Rouleau (1915-1985)

En la personne d'Alfred Rouleau, le Mouvement Desjardins et toute la société québécoise viennent de perdre un associé sûr et un guide de grande valeur.

Engagé avec énergie dans l'action sociale dès sa jeunesse, Alfred Rouleau a consacré toute sa vie à faire progresser dans notre collectivité l'idéal démocratique et les valeurs de justice, d'équité, de liberté, de responsabilité et de solidarité. Attentif sans répit à la situation de ses concitoyens et de ses concitoyennes les plus démunis, il s'est toujours rangé avec conviction du côté de ceux et celles qui voulaient des changements et qui travaillaient pour les faire advenir.

À la fois homme de vision généreuse et meneur constamment préoccupé par les progrès concrets de l'action, Alfred Rouleau a apporté au développement du Mouvement Desjardins une contribution qui lui a mérité le respect et l'admiration de tous et que l'histoire reconnaîtra comme l'oeuvre d'un grand coopérateur.

Les dirigeants et dirigeantes,
 Les employés et employées des caisses populaires et
 des caisses d'économie,
 des fédérations,
 des institutions,
 des corporations et
 de la Confédération.



Desjardins



1 2 5 3
McGill
College
Avenue

D'importants travaux de rénovation ont récemment été complétés au 1253 McGill College. Vos locaux auront des coloris harmonieusement agencés et seront finis suivant la norme que s'est donnée l'édifice et conformes à vos plans - à un taux allant de 13.25\$ à 15.25\$ le pied carré par an, valeur brute. Ces taux restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 1985. Pour une visite personnelle et de plus amples détails, veuillez appeler: 843-4271.

Devencore
CORRECTION

LISE
WATIER

Madame Lise Watier, présidente de Lise Watier Cosmétiques Inc., est heureuse d'annoncer la nomination de monsieur Jean-Pierre Guay au poste de Directeur national des ventes et du marketing de la compagnie.

C'est en 1981 que monsieur Guay s'est joint à l'équipe Lise Watier à titre de Directeur national des ventes, jouissant d'une expérience considérable dans l'industrie du cosmétique et du commerce de la vente au détail.



J.-Pierre Guay

Est-il légal d'avoir à montrer son rapport d'impôt pour obtenir une bourse?

■ QUEBEC — Si vous êtes un étudiant à la charge de vos parents qui réclamez un prêt du ministère de l'Éducation ou une

NORMAND DELISLE
de la Presse Canadienne

mère qui voulez une subvention pour votre enfant en garderie, vous devrez fournir avec votre demande un rapport d'impôt pour établir vos revenus ou celui de vos parents.

Les ministères du gouvernement autres que celui du Revenu

ont-ils le droit d'exiger de la part des citoyens des copies de rapport d'impôt?

« Si ces organismes s'adressaient directement à nous pour obtenir ces formulaires, on refuserait », a indiqué un avocat du ministère du Revenu, Me Hubert Gaudry.

L'article 69 de la loi du ministère du Revenu consacre en effet le caractère confidentiel des rapports d'impôt.

« Toutefois, cet article de la loi est conçu pour les fonctionnaires du ministère qui entrent en contact avec les rapports d'impôt », a indiqué M. Gaudry. Il interdit à ces fonctionnaires de fournir des rapports d'impôt à d'autres organismes du gouvernement à moins que ces autres organismes n'aient été autorisés par loi à se les procurer.

Seules la Régie des rentes et la Commission des affaires sociales peuvent actuellement faire une demande de rapports d'impôt directement au ministère du Revenu car la loi les y autorise.

Rien n'empêche par contre le Service des prêts-bourses du ministère de l'Éducation ou l'Office des services de garde de réclamer copie les rapports d'impôt des personnes qui réclament de l'aide financière.

Cette démarche est-elle légale? « Je ne sais pas s'ils ont droit car ma compétence se limite à l'interprétation de la loi du ministère du Revenu », a indiqué M. Gaudry.

Celui qui réclame une aide financière ne peut refuser de fournir les rapports d'impôt, sinon sa demande sera rejetée automatiquement.

De son côté, le responsable du contentieux au ministère du Revenu, Me André S. Rochon, signale que dans le cas d'un étudiant à charge ou d'un enfant placé en garderie, il s'agit de dépendants pour lequel le contribuable peut faire des déductions au niveau de l'impôt.

« Il y a donc une certaine logique de réclamer copie des rapports d'impôt car l'État subventionne par le biais de prêts-bourses aux étudiants ou d'aide financière pour enfant placé en garderie », a dit Me Rochon.

La loi actuelle garantit néanmoins le caractère confidentiel des rapports d'impôts.

L'article 69 de la Loi du ministère du Revenu stipule en effet que « sont confidentiels tous renseignements obtenus dans l'application d'une loi fiscale ».

L'INVESTISSEMENT DANS L'IMMOBILIER RENTABLE

... et un abri fiscal exceptionnel



DERNIÈRE CHANCE INVESTISSEMENT OS

Les Villas du Manoir

Participations indivises dans un complexe d'appartements vacances dans un site exceptionnel, ainsi que les sports: ski alpin, ski de fond, ski nautique, tennis, voile, etc.

PAR L'ACTION DES DIVERS LEVIERS DE L'IMMOBILIER, L'INVESTISSEUR BÉNÉFICIE DE:

- l'accroissement du revenu net par l'effet conjugué de l'augmentation du revenu d'opération et du taux fixe de l'hypothèque
- La protection d'un excellent bouclier anti-inflation puisque l'augmentation de la valeur de la propriété couplée à l'emprunt hypothécaire multiplient le rendement du capital investi.

DERNIÈRE POSSIBILITÉ DE DÉDUIRE:

— l'allocation du coût en capital; — les coûts accessoires; — les intérêts sur un emprunt personnel

PARÉ & ASSOCIÉS
Fiscistes et courtiers immobiliers

1515 North Federal Highway, suite 207 - Boca Raton
Florida 33432 (305) 992-4334
384, rue de Vaugrand
75015 Paris - Tél. 530 06 13
Téléc. 200556 - R.C. 7582

425, boul. de Maisonneuve Ouest, Bureau 701
Montréal, Québec H3A 3G5
(514) 288-8500
Sans frais: 1-800-361-2134
2860, boul. Laurier, suite 200, Sainte-Foy, Québec G1V 4S1
(418) 659-6800
1-800-463-2818

Le Conseil d'Administration de Les Rôtisseries St-Hubert Ltée est heureux d'annoncer la nomination de monsieur Robert Panet-Raymond au poste de Président-directeur général. De plus, M. Panet-Raymond a été élu membre du conseil d'administration et du comité exécutif.

Monsieur Panet-Raymond est ingénieur civil et il détient un MBA de l'université Harvard. Il était auparavant vice-président exécutif d'une importante institution financière canadienne.

L'organisation St-Hubert compte 83 rôtisseries au Québec, en Ontario, en Alberta, dans les Maritimes et en Floride ainsi qu'une division alimentaire offrant une trentaine de produits. La chaîne Pastelli compte déjà 13 restaurants au Québec.



St-Hubert

BONAVENTURE HILTON INTERNATIONAL QUÉBEC

Des salles sur mesure pour vous. Nos salles s'ajustent à tous les besoins, grands et petits. Et nous vous fournissons tout ce qu'il vous faut: télé, câble et même un ou une secrétaire!

Nous sommes bien situés. Nous sommes au centre-ville, au cœur de tout. Tout près du quartier des affaires et à quelques minutes de l'aéroport.

La marque de Hilton: son personnel. Les employés de Hilton sont des professionnels de l'hôtellerie, toujours attentifs à vos besoins. Et parfaitement courtois. Tout à fait dans la tradition Hilton.

Pour réserver, appelez-nous et demandez le service des ventes. Hilton International Québec (418) 647-2411. Bonaventure Hilton International (514) 878-2332.

À la mesure de votre succès.



OÙ TOUT LE MONDE EST CHEZ SOI

VOICI POURQUOI! Personne ne peut nous battre

LE BARON GTS 1985
Neuf, 5 portes, sièges baquets, automatique, moteur 2.2 litres à injection électronique. Tous servos, vitres et rétroviseurs électriques, am. fm stéréo, pneus radiaux 4 saisons, etc., etc.

\$11,499
incluant transport et préparation

Stock numéro 51883

BOULEVARD DODGE-CHRYSLER
1330, boulevard CRÉMAZIE Ouest

Tél.: 389-7871

UN BESOIN TELEPHONIQUE?

LA CABINE TELEPHONIQUE

- Répondeurs téléphoniques
- Téléphones sans fil
- Téléphones cellulaires
- Systèmes commerciaux
- Téléphones décoratifs
- Accessoires téléphoniques
- Service de réparation

Carrefour Laval Les Terrasses
Place Versailles Centre Rockland
Prom. St-Basile Galeries d'André
Centre Fairview 6672 Plaza St-Hubert

BUREAU CHEF 273-8711

CPG à meilleur taux?
Comptez sur le Montréal Trust.

Maximisez vos revenus avec un certificat de placement garanti du Montréal Trust. Intérêts versés annuellement.

5 ans

11.125%

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Des études universitaires et une carrière d'avenir

Voilà ce que vous offrent les Forces armées canadiennes.

Le programme de formation d'officiers de la Force régulière offre, aux étudiants possédant la formation requise, les avantages suivants:

- La gratuité des études à l'un de ses Collèges militaires.
- Un salaire garanti pendant la durée du cours.
- L'accès à un vaste choix de programmes universitaires accrédités du 1er cycle.
- La possibilité de pratiquer de nombreuses activités sportives et culturelles.
- Un emploi assuré après l'obtention d'un diplôme.

Pour plus de renseignements concernant les exigences et les avantages des divers programmes de formation d'officiers, visitez le Centre de recrutement le plus rapproché ou appelez-nous à frais virés — consultez les pages jaunes sous la rubrique « Recrutement ».

Imbattable... la vie dans les Forces.



LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

Canada

DÉJEUNER D'AFFAIRES



Dans le superbe décor des **ÉCURIES YOVILLE** témoin de 200 ans d'histoire

Grillades et fruits de mer

gibbys

298, Place d'Youville, Vieux Montréal
282-1837
et St-Sauveur-des-Monts

Montréal: 1, place Ville Marie, 397-7000
Pointe-Claire: Centre Fairview Pointe-Claire, 695-5230
Ville Mont-Royal: 1335, Chemin Canora, 735-1314

Dépôt minimum: 500 \$
Les taux sont sujets à changement sans préavis.



Montréal Trust

Membre de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

(705) HYPOTHÈQUES A VENDRE 1re hypothèque \$180,000. Hôtel-Motel, 514-225-5046. ACCEPTATION en 7 jours. 1ère et 2e hypothèques. Coûts Prop. St-Pierre, Gaudry, 221-2810. FINANCEMENT DE TOUTS GENRES 1re et 2e hypothèque, résidentiel, commercial, industriel, crédit bancaire, construction bridge, jour et soir. 334-2115, M. Martin. PRETS 1re et 2e et temporaire, ville, banlieue, privé. 254-3464. 1e, 2e COMMERCIAL & AUTRES Acceptation même jour, crédit via. 253-3354.	(710) OCCASIONS D'AFFAIRES AGENCE de voyage bien établie recherche partenaires (\$5,000). Bénéfices intéressants, voyages gratuits, etc. Dossier complet disponible au 276-2156. AUCUN INVESTISSEMENT pour agents distributeurs et représentants en accessoires de mode. Ligne exclusive en prime sur le marché. Forte demande du public, très bons revenus pour la saison en cours. 689-6585. ENTREPRISE affiliée à une corporation représentée dans plusieurs pays cherche des candidats pour faire face à son expansion en Italie. Obtenir à temps partiel. Entrevues: Mtl. 834-9581. OCCASION rare, salaison licenciée, établie depuis 27 ans. Je recherche un boucher d'expérience, ambicieux et déterminé à travailler pour lui-même. Claude Rochon, Jour 276-3671, soir 635-4258.	(710) OCCASIONS D'AFFAIRES FABRICANT de parfums généraux de grande qualité (copies de parfums célèbres) recherche point de vente au Québec. Boutiques de mode, d'accessoires ou de cadeaux exclusifs, salons de coiffures ou de beauté, esthétique, etc. Appeler: M. Russell 514-842-5940 ou écrire à Pacific Perfumes, C.P. 1014, Place d'Armes, Montréal H2Y 3J6. PARTIR en affaires? ANWAY un commerce accessible. 638-0428. PERSONNES sérieuses pour organiser réseau de ventes dans votre région. Parfums et produits de beauté importés de France. Revenu illimité. Appels à frais virés acceptés 285-8983.	(715) SERVICES FINANCIERS FONDS pour commerce, industrie, offices, appartements, etc. Demander: Mtl. 342-1356. (717) SERVICES SPÉCIALISÉS TRAITEMENT de textes, lettres répétitives personnalisées, rapports, etc. 677-4303. (718) ARGENT DEMANDÉ NOTAIRE à bonnes demandes pour hypothèques. 525-2661.
---	--	---	--

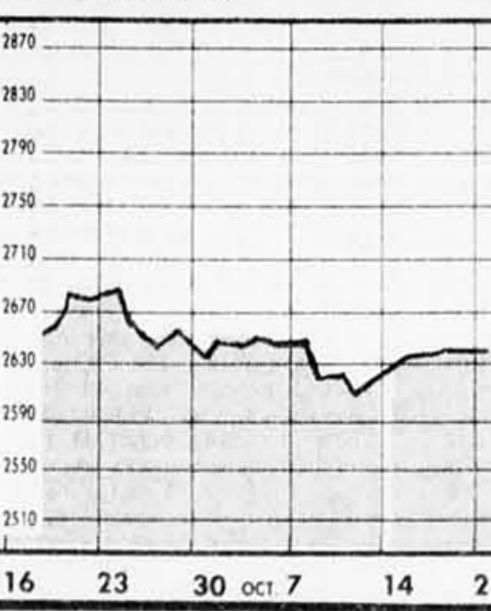
Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des **PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE** pour obtenir les **MEILLEURS RÉSULTATS**
285-7111
INTERURBAIN SANS FRAIS
1-800-361-5013
ANNONCES ENCADRÉES
285-7000

TORONTO

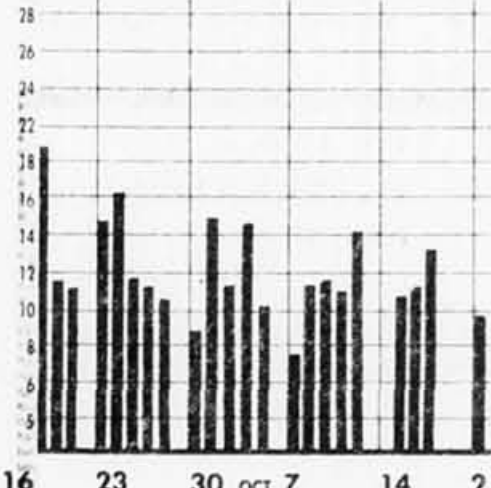
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Haut: 2649.72
Fermure: 2644.38
Bas: 2643.10

(Indice composé 300 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 9 981 000



INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

	Ferm.	Var.
300 COMPOSE	2644.38	+2.51
SERV FINANCIERS	2021.12	+3.13
MINES ET METAUX	1827.88	+8.26
PETROLES ET GAZ	3203.22	+4.31
INDUSTRIELLES	1795.06	+3.59

Valeurs Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net
AMCA	178.54	177.14	177.14	-0.10
AMCA 3	236.54	235.14	235.14	-0.10
AMCA 5	460.54	459.14	459.14	-0.10
AMCA 10	920.54	919.14	919.14	-0.10
AMCA 15	1380.54	1379.14	1379.14	-0.10
AMCA 20	1840.54	1839.14	1839.14	-0.10
AMCA 25	2300.54	2299.14	2299.14	-0.10
AMCA 30	2760.54	2759.14	2759.14	-0.10
AMCA 35	3220.54	3219.14	3219.14	-0.10
AMCA 40	3680.54	3679.14	3679.14	-0.10
AMCA 45	4140.54	4139.14	4139.14	-0.10
AMCA 50	4600.54	4599.14	4599.14	-0.10
AMCA 55	5060.54	5059.14	5059.14	-0.10
AMCA 60	5520.54	5519.14	5519.14	-0.10
AMCA 65	5980.54	5979.14	5979.14	-0.10
AMCA 70	6440.54	6439.14	6439.14	-0.10
AMCA 75	6900.54	6899.14	6899.14	-0.10
AMCA 80	7360.54	7359.14	7359.14	-0.10
AMCA 85	7820.54	7819.14	7819.14	-0.10
AMCA 90	8280.54	8279.14	8279.14	-0.10
AMCA 95	8740.54	8739.14	8739.14	-0.10
AMCA 100	9200.54	9199.14	9199.14	-0.10
AMCA 105	9660.54	9659.14	9659.14	-0.10
AMCA 110	10120.54	10119.14	10119.14	-0.10
AMCA 115	10580.54	10579.14	10579.14	-0.10
AMCA 120	11040.54	11039.14	11039.14	-0.10
AMCA 125	11500.54	11499.14	11499.14	-0.10
AMCA 130	11960.54	11959.14	11959.14	-0.10
AMCA 135	12420.54	12419.14	12419.14	-0.10
AMCA 140	12880.54	12879.14	12879.14	-0.10
AMCA 145	13340.54	13339.14	13339.14	-0.10
AMCA 150	13800.54	13799.14	13799.14	-0.10
AMCA 155	14260.54	14259.14	14259.14	-0.10
AMCA 160	14720.54	14719.14	14719.14	-0.10
AMCA 165	15180.54	15179.14	15179.14	-0.10
AMCA 170	15640.54	15639.14	15639.14	-0.10
AMCA 175	16100.54	16099.14	16099.14	-0.10
AMCA 180	16560.54	16559.14	16559.14	-0.10
AMCA 185	17020.54	17019.14	17019.14	-0.10
AMCA 190	17480.54	17479.14	17479.14	-0.10
AMCA 195	17940.54	17939.14	17939.14	-0.10
AMCA 200	18400.54	18399.14	18399.14	-0.10
AMCA 205	18860.54	18859.14	18859.14	-0.10
AMCA 210	19320.54	19319.14	19319.14	-0.10
AMCA 215	19780.54	19779.14	19779.14	-0.10
AMCA 220	20240.54	20239.14	20239.14	-0.10
AMCA 225	20700.54	20699.14	20699.14	-0.10
AMCA 230	21160.54	21159.14	21159.14	-0.10
AMCA 235	21620.54	21619.14	21619.14	-0.10
AMCA 240	22080.54	22079.14	22079.14	-0.10
AMCA 245	22540.54	22539.14	22539.14	-0.10
AMCA 250	23000.54	22999.14	22999.14	-0.10
AMCA 255	23460.54	23459.14	23459.14	-0.10
AMCA 260	23920.54	23919.14	23919.14	-0.10
AMCA 265	24380.54	24379.14	24379.14	-0.10
AMCA 270	24840.54	24839.14	24839.14	-0.10
AMCA 275	25300.54	25299.14	25299.14	-0.10
AMCA 280	25760.54	25759.14	25759.14	-0.10
AMCA 285	26220.54	26219.14	26219.14	-0.10
AMCA 290	26680.54	26679.14	26679.14	-0.10
AMCA 295	27140.54	27139.14	27139.14	-0.10
AMCA 300	27600.54	27599.14	27599.14	-0.10
AMCA 305	28060.54	28059.14	28059.14	-0.10
AMCA 310	28520.54	28519.14	28519.14	-0.10
AMCA 315	28980.54	28979.14	28979.14	-0.10
AMCA 320	29440.54	29439.14	29439.14	-0.10
AMCA 325	29900.54	29899.14	29899.14	-0.10
AMCA 330	30360.54	30359.14	30359.14	-0.10
AMCA 335	30820.54	30819.14	30819.14	-0.10
AMCA 340	31280.54	31279.14	31279.14	-0.10
AMCA 345	31740.54	31739.14	31739.14	-0.10
AMCA 350	32200.54	32199.14	32199.14	-0.10
AMCA 355	32660.54	32659.14	32659.14	-0.10
AMCA 360	33120.54	33119.14	33119.14	-0.10
AMCA 365	33580.54	33579.14	33579.14	-0.10
AMCA 370	34040.54	34039.14	34039.14	-0.10
AMCA 375	34500.54	34499.14	34499.14	-0.10
AMCA 380	34960.54	34959.14	34959.14	-0.10
AMCA 385	35420.54	35419.14	35419.14	-0.10
AMCA 390	35880.54	35879.14	35879.14	-0.10
AMCA 395	36340.54	36339.14	36339.14	-0.10
AMCA 400	36800.54	36799.14	36799.14	-0.10
AMCA 405	37260.54	37259.14	37259.14	-0.10
AMCA 410	37720.54	37719.14	37719.14	-0.10
AMCA 415	38180.54	38179.14	38179.14	-0.10
AMCA 420	38640.54	38639.14	38639.14	-0.10
AMCA 425	39100.54	39099.14	39099.14	-0.10
AMCA 430	39560.54	39559.14	39559.14	-0.10
AMCA 435	40020.54	40019.14	40019.14	-0.10
AMCA 440	40480.54	40479.14	40479.14	-0.10
AMCA 445	40940.54	40939.14	40939.14	-0.10
AMCA 450	41400.54	41399.14	41399.14	-0.10
AMCA 455	41860.54	41859.14	41859.14	-0.10
AMCA 460	42320.54	42319.14	42319.14	-0.10
AMCA 465	42780.54	42779.14	42779.14	-0.10
AMCA 470	43240.54	43239.14	43239.14	-0.10
AMCA 475	43700.54	43699.14	43699.14	-0.10
AMCA 480	44160.54	44159.14	44159.14	-0.10
AMCA 485	44620.54	44619.14	44619.14	-0.10
AMCA 490	45080.54	45079.14	45079.14	-0.10
AMCA 495	45540.54	45539.14	45539.14	-0.10
AMCA 500	46000.54	45999.14	45999.14	-0.10
AMCA 505	46460.54	46459.14	46459.14	-0.10
AMCA 510	46920.54	46919.14	46919.14	-0.10
AMCA 515	47380.54	47379.14	47379.14	-0.10
AMCA 520	47840.54	47839.14	47839.14	-0.10
AMCA 525	48300.54	48299.14	48299.14	-0.10
AMCA 530	48760.54	48759.14	48759.14	-0.10
AMCA 535	49220.54	49219.14	49219.14	-0.10
AMCA 540	49680.54	49679.14	49679.14	-0.10
AMCA 545	50140.54	50139.14	50139.14	-0.10
AMCA 550	50600.54	50599.14	50599.14	-0.10
AMCA 555	51060.54	51059.14	51059.14	-0.10
AMCA 560	51520.54	51519.14	51519.14	-0.10
AMCA 565	51980.54	51979.14	51979.14	-0.10
AMCA 570	52440.54	52439.14	52439.14	-0.10
AMCA 575	52900.54	52899.14	52899.14	-0.10
AMCA 580	53360.54	53359.14	53359.14	-0.10
AMCA 585	53820.54	53819.14	53819.14	-0.10
AMCA 590	54280.54	54279.14	54279.14	-0.10
AMCA 595	54740.54	54739.14	54739.14	-0.10
AMCA 600	55200.54	55199.14	55199.14	-0.10
AMCA 605	55660.54	55659.14	55659.14	-0.10
AMCA 610	56120.54	56119.14	56119.14	-0.10
AMCA 615	56580.54	56579.14	56579.14	-0.10
AMCA 620	57040.54	57039.14	57039.14	-0.10
AMCA 625	57500.54	57499.14	57499.14	-0.10
AMCA 630	57960.54	57959.14	57959.14	-0.10
AMCA 635	58420.54	58419.14	58419.14	-0.10
AMCA 640	58880.54	58879.14	58879.14	-0.10
AMCA 645	59340.54	59339.14	59339.14	-0.10
AMCA 650	59800.54	59799.14	59799.14	-0.10
AMCA 655	60260.54	60259.14	60259.14	-0.10
AMCA 660	60720.54	60719.14	60719.14	-0.10
AMCA 665	61180.54	61179.14	61179.14	-0.10
AMCA 670	61640.54	61639.14	61639.14	-0.10
AMCA 675	62100.54	62099.14	62099.14	-0.10
AMCA 680	62560.54	62559.14	62559.14	-0.10
AMCA 685	63020.54	63019.14	63019.14	-0.10
AMCA 690	63480.54	63479.14	63479.14	-0.10
AMCA 695	63940.54	63939.14	63939.14	-0.10
AMCA 700	64400.54	64399.14	64399.14	-0.10
AMCA 705	64860.54	64859.14	64859.14	-0.10
AMCA 710	65320.54	65319.14	65319.14	-0.10
AMCA 715	65780.54	65779.14	65779.14	-0.10
AMCA 720	66240.54	66239.14	66239.14	-0.10
AMCA 725	66700.54	66699.14	66699.14	-0.10
AMCA 730	67160.54	67159.14	67159.14	-0.10
AMCA 735	67620.54	67619.14	67619.14	-0.10
AMCA 740	68080.54	68079.14	68079.14	-0.10
AMCA 745	68540.54	68539.14	68539.14	-0.10
AMCA 750	69000.54	68999.14	68999.14	-0.10
AMCA 755	69460.54	69459.14	69459.14	-0.10
AMCA 760	69920.54	69919.14	69919.14	-0.10
AMCA 765	70380.54	70379.14	70379.14	-0.10
AMCA 770	70840.54	70839.14	70839.14	-0.10
AMCA 775	71300.54	71299.14	71299.14	-0.10
AMCA 780	71760.54	71759.14	71759.14	-0.10
AMCA 785	72220.54	72219.14	72219.14	-0.10
AMCA 790	72680.54	72679.14	72679.14	-0.10
AMCA 795	73140.54	73139.14	73139.14	-0.10
AMCA 800	73600.54	73599.14	73599.14	-0.10
AMCA 805	74060.54	74059.14	74059.14	-0.10
AMCA 810	74520.54	74519.14	74519.14	-0.10
AMCA 815	74980.54	74979.14	74979.14	-0.10
AMCA 820	75440.54	75439.14	75439.14	-0.10
AMCA 825	75900.54	75899.14	75899.14	-0.10
AMCA 830	76360.54	76359.14	76359.14	-0.10
AMCA 835	76820.54	76819.14	76819.14	-0.10
AMCA 840	77280.54	77279.14	77279.14	-0.10
AMCA 845	77740.54	77739.14	77739.14	-0.10
AMCA 850	78200.54	78199.14	78199.14	-0.10
AMCA 855	78660.54	78659.14	78659.14	-0.10
AMCA 860	79120.54	79119.14	79119.14	-0.10
AMCA 865	79580.54	79579.14	79579.14	-0.10
AMCA 870	80040.54	80039.14	80039.14	-0.10
AMCA 875	80500.54	80499.14	80499.14	-0.10
AMCA 880	80960.54	80959.14	80959.14	-0.10
AMCA 885	81420.54	81419.14	81419.14	-0.10
AMCA 890	81880.54	81879.14	81879.14	-0.10
AMCA 895	82340.54	82339.14	82339.14	-0.10
AMCA 900	82800.54	82799.14	82799.14	-0.10
AMCA 905	83260.54	83259.14	83259.14	-0.10
AMCA 910	83720.54	83719.14	83719.14	-0.10

VENTE DEMOS

ALIX ...vous a à cœur

TOYOTA

2 TERCEL 1985 DE LUXE
1 TERCEL FAMILIALE 1985
1 COROLLA GTS 1985
2 CAMRY 1985 AUTO, TOIT OUVRANT
1 CÉLICA 1985 AUTO, TOIT OUVRANT
1 MR2 1985 5 VIT., TOIT OUVRANT

6807, rue de Lorimier
Montréal (près Bélanger)
376-9191

SERVICE À JET CONTINU



EPA! Le service et les horaires que veulent les gens d'affaires!

MONTRÉAL - HALIFAX

	DÉPART	8h	ARRIVÉE	10h18
PV130	DÉPART	11h50	ARRIVÉE	14h08
PV112	DÉPART	15h15	ARRIVÉE	18h15
PV134	DÉPART	17h55	ARRIVÉE	20h25
PV114	DÉPART	20h05	ARRIVÉE	23h09

L'horaire peut varier en week-end.

Appelez votre agent de voyages ou EPA au 631-9431.

CPA Air
EPA

CPA Air
 Les Bonis-Voyages

\$25000

ENRICHISSEZ VOS PLACEMENTS!

Découvrez comment vous pouvez gagner en investissant au Trust Général.

Lorsque vous choisissez d'investir dans les dépôts garantis et les fonds de placement du Trust Général, vous choisissez d'enrichir vos placements.

Parce que vous confiez vos placements à un groupe de conseillers financiers capables de vous assurer des taux de rendement élevés et concurrentiels...

Parce que vous bénéficiez de leurs services et de leurs conseils professionnels...

Et parce qu'ainsi, vous participez à notre grand concours et vous courez la chance de gagner de belles sommes d'argent!

Des milliers de dollars à gagner!

En tout, 22 personnes chanceuses se partageront, au tirage du 11 décembre 1985, la somme totale de 25 000\$, divisée en un grand prix de 10 000\$, 1 prix de 2 500\$, 5 prix de 1 000\$ et 15 prix de 500\$.

Plus de dollars investis, c'est plus de chances de gagner!

Entre le 1^{er} octobre et le 4 décembre, vous recevrez un bon de participation:

- pour chaque tranche de 1 000\$ d'un dépôt garanti de 1 an et plus, et pour chaque année de ce placement (exemple: un dépôt de 5 000\$ pour trois ans donne droit à 15 bons);
- pour chaque tranche de 5 000\$ d'un dépôt garanti de moins de 1 an;

Vous recevrez deux bons de participation:

- pour chaque tranche de 1 000\$ investis dans un de nos fonds de placement.

Participez aussi souvent que vous le voulez. Mais faites vite: le concours prend fin le 4 décembre 1985, alors que 25 bons seront tirés au hasard dans chacune des succursales du Trust Général, puis acheminés au siège social pour le grand tirage du 11 décembre.

Chez nous, vous gagnez... à investir!

Succursales: Mtl/University: 1100, University, 871-7200 • Mtl/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8383 • Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265 • Ville Mont-Royal/Centre Rockland: Niveau 2, 341-1414 • Laval/Place du Carrefour: 682-3200 • Anjou/Place d'Anjou: 7363, St-Zotique, 355-4780 • Rive-Sud/Place Portobello: 7350, boul. Taschereau, 466-2500

Conseillers: Ahuntsic: 382-8000 • Saint-Hubert: 462-1880 • Repentigny: 871-7536 • Longueuil: 651-9381 • Duvernay: 667-3333 • Granby: 378-8461 • Val d'Or: 825-8101.

TRUST GÉNÉRAL

Vous pouvez obtenir les règlements complets de ce concours à nos succursales.

DÉPÊCHES AGRICOLES

(PC) — Cours des denrées transmis par le ministère fédéral de l'Agriculture.

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, No 92, \$4.909 le kg, No 93, \$4.929 le kg; prix moyen du grossiste au détaillant: \$5.41 le kg.

Fromage cheddar au kilo: blanc, \$5.002; coloré, \$5.009.

Produits concentrés: lait en poudre écrémé, No 1, sac de 25 kg, \$2.926 le kg; lait écrémé destiné à l'alimentation, \$1.091; petit lait en poudre comestible, \$0.490 le kg; petit lait destiné à l'alimentation, \$0.396 le kg.

Oeufs: prix moyens des grossistes aux détaillants, boîte d'une douzaine, A-extra-gros, \$1.28 5-10; A-gros, \$1.27 5-10; A-moyens, \$1.24 5-10; A-petits, \$0.87 2-10.

Prix de gros aux distributeurs établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, \$1.25; A-gros, \$1.24; A-moyens, \$1.21; A-petits, \$0.84; A-pee-wee, \$0.53.

Pommes de terre, prix de gros: Québec, \$0.60 à \$0.70 le 10 lb; \$1.05 à \$1.15 le 20 lb; \$1.90 à \$2.00 le 50 lb; blanches, lavées, \$3.50 à \$4.00 le 50 lb; rouges, lavées, \$4.00 à \$4.50 la boîte de 50 lb.

Le spécial de l'année!

IBM

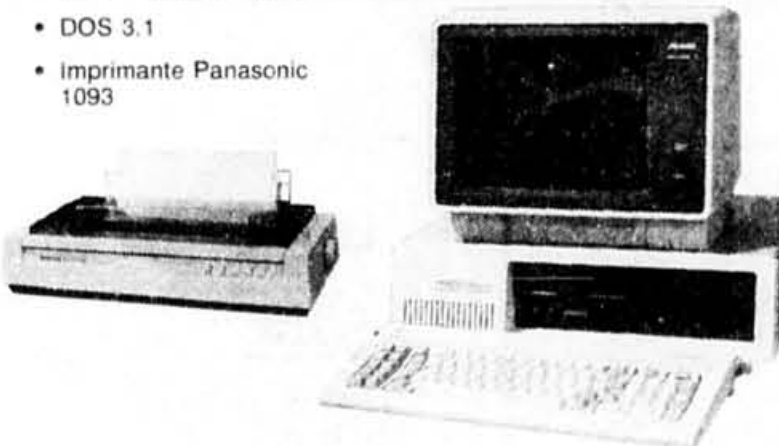


ÉQUIPEMENT:

- IBM-XT
- Disque rigide 20 Mb
- Moniteur monochrome
- DOS 3.1
- Imprimante Panasonic 1093

LOGICIEL DE COMPTABILITÉ: version disque rigide

- Grand livre
- Comptes-fournisseurs
- Comptes-clients
- Facturation/Analyse des ventes
- Inventaire
- Paye



Disponible en français ou en anglais

LE TOUT POUR

8495⁰⁰

Prix régulier: 12 391.94 \$

* Location aussi disponible.

INNOVATIONS EN INFORMATIQUE

La ou tout devient logique

Disponible dans les magasins suivants jusqu'au 31 décembre 1985

Innovations en Informatique
 1 Place Ville-Marie
 Plaza 12, 107
 Montréal (Qué.)
 H3B 4E6
 Tél.: (514) 866-6571

Innovations en Informatique
 Simpson (De l'âge)
 Centre d'Achats Fairview
 Pointe-Claire (Qué.)
 H9R 1C3
 Tél.: (514) 694-4550

Innovations en Informatique
 La Baie (Centre-Ville)
 46 étage
 Montréal (Qué.)
 H3C 3Y5
 Tél.: (514) 288-7521

Innovations en Informatique
 La Baie
 Les Galeries de la Capitale
 Charlebourg (Qué.)
 G7K 1N4
 Tél.: (418) 628-1844

PRIX PME DESTINATION-AFFAIRES

à l'occasion du

Salon de la PME 85

SOYEZ PARMI LES 10 REPRÉSENTANTS DE PME DE LA DÉLÉGATION D'AFFAIRES EN FRANCE

grâce à

RADIO CITE

la presse



Gouvernement du Québec
 Ministère de l'Industrie et du Commerce

Dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat québécois, 5 PME pourront déléguer 2 de leurs dirigeant(e)s pour une visite industrielle en France dans l'une des régions où les PME se manifestent tout particulièrement pour leur dynamisme et leur succès: LA CHARENTE.

Du 15 au 22 avril 1986, la délégation d'affaires sera reçue par la Jeune Chambre économique d'Angoulême et visitera, entre autres, les industries suivantes: LE ROY SOMER (fabricant de moteurs avec freins), FLAMAND S.A. (techniques nouvelles pour application à la bijouterie), TÉLÉMECANIQUE-ÉLECTRIQUE (composantes pour ordinateur), SILEX INFORMATIQUE (préparation de logiciels et SODATEC (automatisation de machines pour le développement de logiciels).

POUR PARTICIPER

Les dirigeant(e)s de petites ou moyennes entreprises du Québec n'ont qu'à compléter le coupon de participation en y attachant leur carte d'affaires et à le déposer au Salon de la PME les 25, 26 et 27 octobre ou bien le faire parvenir à l'adresse indiquée (les coupons devront être reçus avant 17 h le 25 octobre 1985).

COUPON DE PARTICIPATION

Envoyez ce coupon de participation à l'adresse indiquée ou déposez-le au Salon de la PME, du 25 au 27 octobre 1985 à la Place Bonaventure en y attachant votre

CARTE D'AFFAIRES.

PRIX PME DESTINATION AFFAIRES
 LA PRESSE
 7, rue Saint-Jacques
 Montréal, Québec
 H2Y 1K9

Le tirage aura lieu au Salon de la PME, à 17 h, le 27 octobre 1985.

Le texte des règlements est disponible à Radio-Cite, LA PRESSE et au Salon de la PME.

La valeur totale des prix est de 20 000\$.

NOM _____
 ENTREPRISE _____
 ADRESSE _____
 VILLE _____ CODE POSTAL _____
 FONCTION _____
 TÉL.: (rés.) _____ (bureau) _____

Je suis abonné(e) à LA PRESSE ☐ J'achète LA PRESSE en kiosque ☐